

Parlement Britannique.

SÉANCES

DU

PARLEMENT BRITANNIQUE,

COMMENCEES LE 30 DECEMBRE 1794.

Aux murs de Westminster on voit agir ensemble
Trois Pouvoirs étonnés du nœud qui les rassemble.

VOLT. HEN.

A LONDRES,

Imprimé par W. GLINDON, Coventry-Court, Hay-Market.

1795:

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

LIBRARY



Parlement Britannique.

SÉANCE D'OUVERTURE,

Le Mardi 30 Décembre 1794.

Ce jour, Sa Majesté s'étant rendue en cérémonie à la Chambre des Pairs, et siégeant sur son trône, après avoir ordonné la présence des Communes, a ouvert la session du Parlement par le très gracieux discours qui suit :

DISCOURS DU ROI.

MYLORDS ET MESSIEURS,

Après les témoignages constans que j'ai eu de votre zele attentif pour les intérêts de mon peuple, c'est pour moi une grande satisfaction, de recourir à vos avis et à votre assistance, à une époque qui exige l'entier développement de votre énergie et de votre sagesse.

Malgré la non-réussite et les revers que nous avons éprouvé dans le cours de la dernière campagne, je suis toujours fermement convaincu de la nécessité de persister vigoureusement dans la continuation de la guerre, juste et nécessaire, dans laquelle nous sommes engagés.

Vous conviendrez avec moi, j'en suis certain, que ce n'est que par la fermeté et la persévérance que nous pouvons espérer le rétablissement de la paix, sur des bases sûres et honorables, ainsi que la conservation et la sécurité permanente de nos intérêts les plus chers. En considérant

la situation de nos ennemis, vous ne manquerez pas d'observer que les efforts qui ont causé leurs succès, et les moyens sans exemple par lesquels seuls ces efforts ont pu être soutenus, ont produit parmi eux les effets pernicioeux que l'on devait en attendre ; et que tout ce qui s'est passé dans l'intérieur de la France a fait voir le décroissement progressif et rapide de leurs ressources, ainsi que l'instabilité de toutes les parties de ce système violent et contraire à la nature, qui est également ruineux pour la France, et incompatible avec la tranquillité des autres nations.

Les Etats-généraux des Provinces Unies ont cependant été amenés par le sentiment de leur situation difficile, à entrer en négociation pour la paix, avec le parti qui domine maintenant dans ce malheureux pays. Aucun gouvernement établi, aucun état indépendant, ne peuvent, dans les circonstances présentes, se promettre une sécurité réelle de semblables négociations. De notre côté, nous ne pourrions les essayer sans sacrifier à la fois notre honneur et notre sûreté, à un ennemi dont l'animosité principale est ouvertement dirigée contre ces royaumes.

J'ai, en conséquence, continué d'employer les moyens les plus efficaces pour l'augmentation ultérieure de mes forces ; et je ne négligerai aucune occasion de concerter les opérations de la campagne prochaine avec celles des puissances de l'Europe, qui sont pénétrées du même sentiment que moi sur la nécessité des mesures vigoureuses.

J'ai la confiance la plus entière dans la valeur de mes forces de terre et de mer, et dans l'affection et l'esprit public de mon peuple, pour l'intérêt duquel j'agis, et dont la sûreté et le bonheur sont les objets de ma sollicitude constante.

L'importance locale de la Corse, et les efforts animés de ses habitants, pour se délivrer du joug de la France, m'ont déterminé à ne pas retirer la protection qu'ils avaient recherchée ; et j'ai depuis accepté la couronne et la souveraineté de cette île, en vertu d'un acte dont j'ai ordonné qu'une copie fut mise sous vos yeux.

C'est avec beaucoup de plaisir que je vous informe, que j'ai conclu un traité d'amitié, de commerce et de navigation avec les Etats Unis de l'Amérique, dans lequel j'ai eu pour objet d'éloigner autant que possible tout sujet de jalousie et de malentendu, et d'établir de nouvelles relations avantageuses aux deux pays, Aussitôt que les ratifications auront été échangées, je ferai mettre sous vos yeux une copie de ce traité,

traité, afin que vous puissiez prendre en considération les mesures qui vous paraîtront convenables et nécessaires pour qu'il ait son plein et entier effet.

Je vous annonce avec la plus grande satisfaction l'heureux événement de la conclusion d'un traité pour le mariage de mon fils *le Prince de Galles*, avec *la Princesse Caroline*, fille du *Duc de Brunswick*. Les preuves constantes de votre affection pour ma personne et ma famille, me persuadent que vous partagerez les sentiments que j'éprouve dans une occasion aussi intéressante pour mon bonheur domestique, et que vous me mettrez en état de faire un tel établissement, d'une manière que vous jugerez convenable au rang et à la dignité de l'héritier naturel de la couronne de ces royaumes.

Messieurs de la Chambre des Communes,

Les considérations qui prouvent la nécessité d'une poursuite vigoureuse de la guerre, vous engageront, je n'en doute point, à pourvoir à tems et amplement, aux différentes branches du service public, dont j'ai ordonné que les évaluations fussent mises sous vos yeux. Tandis que je regrette la nécessité d'imposer de nouveau un pesant fardeau sur mes sujets, c'est une consolation juste et une grande satisfaction pour moi, d'observer l'état actuel de notre crédit, de notre commerce, et de nos ressources, état qui est le résultat naturel de l'exercice non interrompu de l'industrie, sous la protection d'un gouvernement libre et bien réglé.

Milords et Messieurs,

Un juste sentiment du bonheur dont ce pays jouit depuis si long tems, vous encouragera, j'en suis convaincu, à faire tous les efforts, qui pourront vous mettre en état de transmettre sans altération ce bonheur à votre postérité.

J'espère avec confiance que, sous la protection de la Providence, et en persévérant avec constance, les principes de l'ordre social, de la morale, et de la religion, triompheront définitivement; et que mon peuple fidèle verra ses travaux actuels, et ses sacrifices récompensés par la jouissance sûre et permanente de la tranquillité dans l'intérieur, et par la délivrance de l'Europe du plus grand danger dont elle ait été menacée depuis l'établissement de la civilisation.

CHAMBRE

CHAMBRE DES PAIRS.

Adresse de Remercimens à Sa Majesté.

Lord Camden se leva pour proposer l'adresse de remerciemens à Sa Majesté. Il commença par réclamer l'indulgence de la Chambre sur son peu d'habitude à parler en public. Il dit que si la crise actuelle ne l'avait contraint irrésistiblement à sortir de sa vie privée et retirée, il aurait laissé à tout autre le soin de voter l'adresse en question. Mais avant de prendre en considération la question de la guerre, il dit qu'il y avait dans le discours de sa Majesté, deux objets sur lesquels il espérait que l'approbation de la Chambre serait unanime ; l'un était le traité d'amitié et de commerce conclu avec l'Amérique ; l'autre, l'heureux événement du mariage du Prince de Galles avec la Princesse Caroline de Brunswick. Venant ensuite à la question de la guerre, sa Seigneurie dit :

Je crois fermement que j'exprime le sentiment de la Chambre et de la nation, lorsque je propose à la Chambre de donner à sa Majesté les assurances de son appui le plus ferme pour la continuation de la guerre actuelle. Les raisons qui en ont fondé la justice et la nécessité, subsistent toujours. Ses hazards ont pu changer, mais son origine est toujours la même. Elle n'a point été provoquée de notre part. Elle a été causée par les attaques réitérées des Français contre nous et nos alliés. Elle a été de plus justifiée par la nécessité de nous défendre contre ce système d'anarchie et de confusion qui a désolé toutes les classes d'habitans de ce malheureux pays, et menacé l'existence de tous les pays civilisés. D'après cette opinion, je me crois fondé à dire que, quelque fâcheux qu'ayent pu être les revers de la dernière campagne, la circonstance actuelle serait certainement la plus mal calculée pour faire la paix avec la France. Ce ne serait qu'une humiliation certaine à éprouver, sans obtenir ni sécurité, ni termes honorables. Il est encore un motif dont je suis profondément pénétré, et qui, je le pense, ne fait pas moins d'impression sur la Chambre, malgré les succès temporaires des Français. Cette considération est l'état d'épuisement dans lequel se trouvent leurs ressources. Ils sont aujourd'hui
dans

dans l'impossibilité morale de continuer ces efforts désespérés que nous leur avons vu faire, au moyen du gouvernement révolutionnaire. La preuve la meilleure que je puisse en donner, c'est la nécessité où ils se sont vus réduits de rapporter leurs décrets sur le maximum, et sur la circulation des assignats au pair. Si l'on examine donc l'état actuel de la France, relativement au prix de toutes les denrées, et aux énormes dépenses faites depuis deux ans, on en conclura avec raison qu'il n'est pas possible que la France continue la guerre ; et certes, dans un moment où un pays est aussi épuisé d'hommes et d'argent, il serait d'autant plus impolitique de parler de paix, que rien, en la concluant, ne pourrait assurer notre sécurité. Le preuve de leur épuisement se remarque dans la proportion de leur papier à l'argent, qui est au moins comme 1 à 4, malgré toutes les propriétés confisquées aux émigrés, et les dépouilles qu'ils ont recueillies en Flandre. C'est par le sentiment de leur impossibilité de se procurer des moyens pour la campagne prochaine, qu'ils ont consenti à négocier avec la Hollande, pour se les procurer par ce canal.

Loin d'être aussi déplorablement affectées, nos ressources semblent au contraire en meilleur état qu'elles ne l'ont été à aucune époque, pour prendre des mesures vigoureuses. Notre crédit est aussi étendu au dehors que dans l'intérieur ; le revenu de cette année est égal à celui des années précédentes ; enfin notre armée est considérablement augmentée, tandis qu'elle était extrêmement faible au commencement de la guerre. Si les Hollandais font la paix, nous pourrions alors disposer d'une grande quantité de troupes qui souffrent beaucoup de leur position malsaine au milieu des marais, et les employer utilement dans un autre quartier du théâtre de la guerre.

Quand bien même nous serions actuellement occupés à négocier avec la France, aucun de vous. Mylords, ne jugerait qu'il serait prudent pour nous de désarmer. Ce serait continuer les dépenses de la guerre sans aucun avantage. J'espère donc que vos Seigneuries appuieront l'adresse de remerciemens à Sa Majesté que j'ai l'honneur de leur proposer. (Cette adresse était, à l'ordinaire, une récapitulation du discours du Roi.)

Lord Besborough, après avoir répété en d'autres termes ce que *Lord Camden* venait de dire, seconda la motion.

Lord Guilford se leva pour s'y opposer. Mon devoir envers mon pays,

pays, et ma conscience intime, dit ce Seigneur, m'obligent de m'opposer à la motion qui vient d'être proposée. Je ne puis différer plus long-tems d'exprimer ma surprise de l'effronterie incroyable des ministres, en abordant le Parlement de la manière dont ils le font au sujet de la guerre. Je ne pense pas qu'il y ait ici une seule personne qui ait le bonheur de son pays à cœur, qui puisse continuer d'approuver leur système ; et je pense encore moins qu'il soit approuvé hors d'ici par la masse du peuple ; surtout, lorsque mettant toute autre raison à l'écart, on ne considère que l'impossibilité de persévérer avec fruit dans une contestation si misérable et si ruineuse. On doit voir et sentir que les ministres ne la continuent que pour satisfaire des motifs particuliers d'ambition ou d'intérêt, car ils n'ont aucun avantage à présenter pour pallier leur système d'ignorance, de mystère et de confusion. Je ne connais aucun motif pour un homme qui a le sens commun, d'adhérer à l'adresse proposée, si ce n'est une confiance aveugle dans le ministère qui nous a si mal à propos amené au point où nous sommes, tandis que tous ses droits à cette confiance implicite, sont des revers et des fautes continuelles dans toutes ses transactions étrangères et domestiques, militaires et diplomatiques.

Quant à la partie de l'adresse qui est relative aux félicitations à faire à S. M., je lui donnerai mon assentiment le plus cordial, ainsi qu'à tout ce qui pourra en aucun tems contribuer au bonheur et à la satisfaction de la maison illustre qui est aujourd'hui sur le trône. La communication que S. M. nous a fait du mariage du Prince de Galles, doit répandre une joie générale parmi tous ceux qui ressentent comme nous le bonheur dont ce pays a joui sous le gouvernement doux et équitable de l'illustre maison d'Hanovre. Si une branche étrangère a été introduite par nous en Angleterre, à l'exclusion des héritiers de Jacques Second, afin d'assurer au peuple la jouissance de ses plus chers intérêts, nous devons attendre de la famille régnante aujourd'hui, la continuation du même bonheur pour nous, et de sa part, la persévérance dans les principes qui l'ont portée à cette haute situation. Ainsi, toutes les circonstances qui peuvent tendre à assurer et prolonger cette succession, doivent être pour nous un sujet de congratulation, et ce qui rend en cette occasion notre félicité encore plus complète, ce sont les vertus aimables, les talens, ainsi que le caractère public et privé de l'illustre Prince, objet de cette alliance.

Mais, pour en revenir aux arguments des nobles Lords en faveur de l'adresse,

l'adresse, je ne vois rien de satisfaisant sur trois points très distincts que l'on a toujours mal éclaircis jusqu'ici.

1. La sagesse d'avoir originairement commencé cette guerre.
2. La nécessité de la continuer au milieu des difficultés que nous avons rencontrées.

Et 3. enfin, la prudence et la politique d'en confier la conduite à ceux qui, par leurs conseils, nous ont amenés au point où nous sommes.

Je pense que l'Europe entière est de mon opinion sur ces trois articles, et qu'il n'en est pas un qu'elle ne rejette avec moi. Ce serait, je crois, perdre mes paroles, que de chercher à prouver qu'il n'y a eu ni sagesse, ni nécessité, ni prudence, dans toute la conduite de cette guerre. Que la Chambre se demande si nous sommes dans une situation aussi florissante qu'au commencement de la guerre ? Pouvons-nous dire que nous soyons le même peuple qu'il y a trois ans, lorsque vos Seigneuries et moi entendîmes, dans une autre Chambre, faire un tableau si éloquent et si animé de notre bonheur et de celui que nous promettait alors l'heureuse influence de la paix. Que l'on compare cette heureuse époque avec l'état désastreux où nous sommes réduits. Alors tout présentait un aspect favorable : aujourd'hui on ne remarque autre chose sinon les ravages de la guerre, nos dépenses sont augmentées, et notre commerce et nos manufactures souffrent également, sans espoir d'être rétablies sous l'administration des ministres actuels. Le noble Lord qui a proposé l'adresse, s'est beaucoup étendu sur ce qu'il a dit être la situation de la France. Mais, j'observe à ce sujet à la Chambre, qu'il ne convient pas moins que le Parlement s'occupe de la situation relative de ce pays-ci, et qu'il la juge d'après les faits et non pas d'après les préjugés. J'admets pour un moment la nécessité de continuer la guerre; je demanderai si le peuple est de la même opinion dont il était au commencement de cette même guerre, où il était en quelque sorte fou d'envie de guerroyer, tant la perspective du succès lui avait donné d'ardeur ? Les ministres oublièrent eux-mêmes, dans le tems, tous leurs principes de modération et de patriotisme, ce qu'ils devaient à leur pays, et le bonheur qu'ils auraient goûté à le faire jouir de la continuation de la prospérité qu'il éprouvait ; des vues d'ambition et d'intérêt leur firent mépriser la paix pour conserver leurs places, et les plus chers intérêts du peuple furent sacrifiés à des motifs particuliers. Le peuple a changé, mais les mesures des ministres sont

restées les mêmes, et ils ne peuvent se départir du système d'imprudence et d'obstination qui les a jetés dans cette guerre désastreuse. On nous dit aujourd'hui que le moment des revers n'est pas celui de rechercher la paix; pourquoi le noble Lord n'a-t-il pas donné un semblable avis quand notre situation présentait un aspect différent ? Quelle consolation trouvons-nous dans les expressions du discours, et dans celle des deux nobles Lords ? je n'y vois autre chose sinon qu'après tout ce que nous avons perdu en hommes et en argent, la perspective de la paix est encore plus éloignée que jamais, tant que continuera le système des Ministres.

J'en viens maintenant aux traités ou engagements gratuits, ainsi qu'on pourrait les nommer, que ce pays-ci a contractés avec d'autres puissances, et qui, par leur nature et leurs conséquences, paraissent avoir été faits moins pour nous acquérir des alliés, que pour nous permettre, en les payant, de devenir les leurs dans la guerre que la France leur faisait. J'espère que lorsque le Parlement voudra prendre en considération la tendance et les effets pernicieux de ces traités, il ne les regardera jamais comme un obstacle qui s'oppose à la paix, si on peut la faire. Ils n'ont été signés que pour servir les projets ambitieux et intéressés des ministres, car ils ne pouvaient être que nuisibles à l'Etat, et avantageux qu'à eux seuls. Par ces traités, nous nous trouvons liés de manière à ne pouvoir faire la paix sans le consentement de toutes les parties, ce qui tend à prolonger l'existence des Ministres dans leurs places. Il peut se faire que ce soit pour l'intérêt de l'Autriche que nous ayons contracté de semblables traités, mais n'avons-nous donc point d'autres intérêts à considérer. Comment la Hollande peut-elle être sauvée, si ce n'est en négociant la paix ? et si cette paix se lie à notre sécurité, ne nous conviendrait-il pas de nous joindre à elle pour obtenir de concert les meilleurs termes possibles. Le noble Lord a semblé penser que dans ce cas, il y avait à craindre que nous ne fussions peut-être obligés à faire de trop grands sacrifices, avant de pouvoir parvenir à un but aussi favorable. Selon moi, aucun sacrifice de notre part ne sera trop grand, surtout quand il est aussi notoire que sans notre interposition, la Hollande aurait pu rester neutre, et jouir de la même prospérité que le Danemark, la Suède, et les autres puissances qui se sont comportées avec plus de sagesse que nous. Quant à la Corse, je ne vois rien de quoi nous réjouir dans sa possession, et je pense que la restitution de cette île, ainsi que celle de tous les autres pays qui se sont

mis

mis sous la domination de la Grande Bretagne, ne formeront pas d'obstacle à l'accomplissement d'une mesure aussi désirable et aussi nécessaire que la paix. Je conviens que l'on peut faire quelques objections à une paix immédiate, mais tandis qu'on fait la guerre, on devrait la faire d'une manière digne d'hommes d'Etat pour arrêter le pouvoir et l'ambition d'un grand et dangereux rival, et non pas comme des enfans imbeciles, qui se disputent pour des babioles dont nous n'avons ni intérêt ni droit de nous mêler.

Je pourrais placer ici beaucoup de choses sur la conduite de la guerre; mais je me contenterai de dire, et tout homme raisonnable sera de mon avis, qu'elle est impraticable aussi long-tems que son objet sera de conquérir la France, ou de lui dicter un gouvernement. Avant qu'un tel objet s'exécute, il faut qu'il arrive deux choses également improbables, ou que nous puissions marcher sur Paris, ou que le peuple Français soit si dégoûté de la révolution, qu'il détruise la Convention. Mais, quant à la situation de la France, nous n'avons pour guides que les assertions vagues des Ministres, et ils n'ont prouvé, pendant le cours de la guerre, autre chose sinon qu'ils étaient complètement mal informés de ce qui se passait en France. Quant à ce que le noble Lord vient de dire sur le rappel des deux décrets, et l'état d'épuisement de la France, c'est une bien faible consolation pour des Anglais de leur dire, lorsque leurs ressources sont presque épuisées, que celles de leurs ennemis le sont encore davantage, surtout lorsqu'on n'a d'autre garantie pour prouver une semblable assertion que celle des Ministres qui ont tant montré d'ignorance jusqu'ici. La difficulté de faire la paix ne vient que de ce que les Ministres qui nous ont jetté dans cette guerre, continuent de rester en place.

Le noble Lord s'étendit ensuite sur les opérations des deux campagnes, sur la division des armées après le siege de Valenciennes, pour aller faire le siege de Dunkerque, l'échec résultant de la campagne ouverte par la prise de Landrecies, les malheurs arrivés aux Indes Occidentales, particulièrement à la Guadeloupe, malgré l'intelligence et l'activité des commandans, sur l'inutile détention des troupes qui ont été si long-tems à Southampton, &c. Quant aux opérations maritimes, il dit que tout, excepté la victoire de l'amiral Howe, tout avait été perte et désastre, faute d'une protection suffisante accordée au commerce. Les négociations avaient été également fautives. Il dit que la subtilité diplomatique observée par les Ministres, relativement au tra-

Prussien, ne pouvait être comparée qu'à la perfidie Prussienne. Il reprouva, de la manière la plus énergique, l'emploi de l'argent Britannique au plus exécrationnable projet, celui de mettre la Prusse en état de détruire la Pologne. De la conduite des Ministres au-dehors, le noble Lord considérant ce qui s'était passé dans l'intérieur, parla avec chaleur des alarmes exagérées qu'on avait répandues sur des complots imaginaires, des séditions chimériques, dont on n'avait jamais pu donner la preuve, et qui avaient cependant empêché tout individu de se regarder comme assuré de sa propriété ni de sa personne. Il conclut en suppliant la Chambre de prendre en considération la question de la paix, comme le seul moyen de rendre à toutes les classes de citoyens le bonheur qu'ils avaient perdu. En conséquence, il proposa l'amendement suivant à l'adresse de remerciemens, après les deux premières clauses relatives au traité avec l'Amérique et au mariage du Prince de Galles.

“ D'exposer à Sa Majesté la résolution de cette Chambre, d'appuyer Sa Majesté dans les mesures nécessaires au maintien de l'honneur et de l'indépendance de la couronne, et de pourvoir à la défense et à la sûreté de la Nation ; mais en même tems, de conseiller à S. M. de prendre les mesures les plus promptes pour conclure la paix avec la Nation Française, à telles conditions dont il sera raisonnable et prudent de ne pas se départir. Que, lorsqu'on aura obtenu de semblables conditions, la Chambre espère qu'aucun obstacle à leur acceptation, ne proviendra de considérations relatives à la forme ni à la nature du gouvernement qui pourra prévaloir en France.”

Lord Moreton, et Lord Kinnoul, parlèrent après le comte de Guilford et combattirent son amendement. Ils le regardèrent comme la mesure la plus déshonorante que l'on put adopter dans les circonstances actuelles. Quoi, dit Lord Moreton, c'est pour avoir été malheureux dans une seule campagne, que nous devons nous livrer au désespoir, et demander honteusement la paix à un tas de bandits et de voleurs, occupés à piller l'Autriche, et portant, partout où ils pénètrent, le meurtre et le sacrilège, à une horde agitée par les troubles les plus violens, et dont on nous fait voir que les ressources sont épuisées, et cela tandis que nous avons une marine triomphante et des ressources presque inépuisables

puissables à notre commandement, et de plus l'honneur, et c.
de notre côté. Non, la Grande Bretagne ne se déshonorera point ainsi, et loin de s'abaisser d'une manière qui la rendrait méprisable à tous les yeux, elle convaincra l'ennemi commun de l'humanité, qu'elle est déterminée à continuer avec vigueur une guerre sacrée, jusqu'à ce qu'elle ait mis un terme à la carrière de ces gens qui ont déclaré ouvertement qu'ils ne voulaient faire la paix qu'après avoir détrôné tous les monarques, et détruit tous les gouvernemens monarchiques de l'Europe !

Lord *Derby* vota pour l'amendement, et fit à ce sujet un long discours qui ne fut en quelque sorte qu'une répétition de ce qu'avait dit Lord *Guildford*. Il dit de plus que son prédécesseur, que le sujet de la guerre ayant été la sécurité de la Hollande, du moment que cette puissance aurait traité, la Grande Bretagne n'avait plus de prétexte raisonnable pour continuer la guerre. Les assertions faites au sujet de l'épuisement des Français, lui paraissaient dénuées de toute vérité. Il avait causé avec plusieurs officiers distingués par leur honneur et leurs connaissances, qui tous s'étaient accordé à assurer que l'ennemi était équipé et armé d'une manière supérieure, et que souvent l'on avait vu des occasions où les troupes alliées n'étaient pas en état de marcher, par des défauts de soins et de précautions que l'on ne remarquait point chez les Français ; il en concluait qu'ils n'étaient point dans un état de dénuement tel qu'on le représentait. Il parla de la conquête de la Corse, qu'il regarda comme plus désavantageuse qu'utile à l'Angleterre. Il dit que les forces qu'on était obligé d'y entretenir auraient été bien plus utilement employées aux Indes Occidentales, dont la sûreté devenait d'autant plus douteuse que l'on savait qu'il devait s'y trouver en ce moment une force de beaucoup supérieure à celle de l'Angleterre. Il s'étendit aussi sur les pertes qu'avait éprouvé le commerce, et sur la croisière de la flotte qui bloquait en ce moment l'ouverture de la Manche. Il demanda comment on espérait pourvoir aux levées continuelles et immenses d'hommes au taux actuel de 25 guinées par homme. Jadis on embarquait à bord des vaisseaux de S. M. des hommes de terre pour compléter les équipages, mais comme cette classe d'hommes trouvait de l'emploi dans les régimens, il en devait résulter qu'on manquerait incessamment de matelots. Il conclut par accéder à ce que tous les nobles Lords qui l'avaient précédé, avaient dit sur la négociation du mariage de l'héritier présomptif

de la couronne, et témoigner la joie de tout ce qui pouvait augmenter le bonheur de la famille royale.

Lord *Spencer*, qui vient de succéder à Lord *Catham* dans le ministère de la Marine, répondit à la partie du discours de Lord *Derby* qui s'adressait à lui. Il convint que le recrutement de l'armée faisait tort à la Marine, mais que ce tort était néanmoins très léger ; que la Marine Britannique, loin de s'en ressentir, était au contraire dans l'état le plus florissant, et le serait bientôt davantage. Il avait la certitude que la campagne prochaine verrait les forces navales si considérablement augmentées qu'elles assureraient à la Grande Bretagne la domination de l'Océan. Quant à la supériorité prétendue des Français dans les Indes Occidentales, il dit que bien loin d'y croire, il ne doutait pas au contraire que les forces Britanniques n'y fussent en ce moment supérieures. Le rapport sur la sortie et la croisière de la flotte Française à l'ouverture de la Manche, était arrivé d'une manière très revocable en doute ; cependant les circonstances avaient déterminé les ministres de S. M. à prendre des mesures qu'il espérait que la Chambre approuverait. Quant à la Corse, la meilleure preuve que son acquisition était un objet important, c'était l'avidité que les Français témoignaient d'en reprendre la possession : Il demanda pardon à la Chambre de ne pas lui en dire davantage sur la Marine, à cause du court intervalle qui s'était écoulé depuis qu'il était en place, mais il pouvait assurer qu'il n'oublierait rien pour la rendre respectable ; et quant à la guerre, il la croyait toujours aussi juste et nécessaire qu'elle l'était ci-devant ; il rendait justice aux victoires remportées par l'ennemi, mais en même tems, il ne doutait pas que ces victoires ne l'eussent épuisé, et qu'il serait déshonorant de réclamer la paix dans une semblable circonstance.

Le Marquis de *Townshend* et Lord *Borrington* appuyèrent tous les deux l'adresse de remerciemens.

Le Marquis de *Lansdowne* prit alors la parole. C'est avec satisfaction, dit sa Seigneurie, que je rappelle aujourd'hui à la Chambre, la protestation que je consignai en 1793, dans ses journaux, au sujet de la présente guerre, ainsi que la motion que je fis en 1794. Personne ne regrette plus que moi que mes opinions n'aient pas obtenu à cette époque l'approbation de la Chambre. J'étais pourtant bien sûr qu'il arriverait un moment où l'on me rendrait justice. Si l'on avait alors suivi mes conseils, notre pays ne se trouverait pas dans la position où

il se trouve. J'espère toujours que, quelque mortifiant qu'il soit d'être obligé de se retracter lorsqu'on a erré, on sera pourtant bientôt convaincu de la nécessité d'abandonner un système ruineux. Le tems est venu de se défier de toute déclamation. Nous avons trop souffert par de belles promesses, assez long-tems nous avons été victimes de l'égoïsme, ou de la flatterie des uns, et des injures des autres. Il faut enfin examiner sérieusement l'objet que l'on a en vue, et les moyens que l'on a pour espérer de l'obtenir.

Quelle est la perspective de succès militaires? la réponse à cette première et importante question, est que nous avons levé l'armée la plus considérable que ce pays ait encore levé dans aucune guerre précédente. Si cela est vrai, quel sujet d'accusation contre les ministres! que sont devenues ces armées? on ne les voit nulle part. Elles sont donc montées au ciel, puisque l'on ne les trouve plus sur la terre. Elles ont été éparpillées çà et là, sans plan et sans principe, et dans ce moment elles sont presque éteintes partout. Regardez dans tous les coins de terre où l'on devrait trouver nos troupes, et voyez dans quel état elles sont. Leur position dans les Indes Occidentales est trop triste pour que j'ose y réfléchir. On sait que la Guadeloupe est perdue. Les deux habiles officiers à qui nous devons nos premiers succès, ont été ensuite abandonnés au point qu'il leur a été impossible de rien faire. On aurait dû prévoir la mortalité naturelle dans ces climats, et quoique cette mortalité ait fait beaucoup plus de ravages qu'à l'ordinaire, ce n'est pourtant point une excuse pour l'oubli absolu des braves gens qui y ont été envoyés. S'il sont sauvés, ce n'est peut être qu'à la faveur d'une semblable négligence de la part de la France. Mais un noble Lord vient de nous dire que probablement nous étions en ce moment supérieurs aux Français par mer. Je suis fort aise de l'apprendre, mais des vaisseaux seuls suffisent-ils, et peut-on regarder pour cela Ste. Lucie, la Barbade, la Grenade, et surtout la Martinique comme en sûreté? C'est n'est pas tout. La Corse, enfant chéri des ministres, ce nouveau joyau de la Couronne Britannique, la Corse n'a-t-elle pas été également abandonnée, et n'est-elle pas dans ce moment dans la situation la plus périlleuse? Cent mille hommes ont été levés et nous n'avons pourtant été forts nulle part. Nos officiers sont des enfans, nos grenadiers des invalides; de tous côtés nous voyons en uniforme des enfans qui viennent à peine de quitter les Métamorphoses d'Ovide au college, et qui se trouvent tous étonnés de se voir métamorphosés

eux-

mêmes en colonels et en capitaines. Maintenant, quoiqu'on dise que les comparaisons sont odieuses, après avoir vu ce que nous avons fait avec des armées fondues et disloquées, voyons ce que la République Française a fait dans la dernière campagne.

Je tiens ici à la main un court extrait d'un livre Français sur les opérations de la guerre pendant cette année, et je ne puis pas douter de son authenticité. Je crois qu'il fera quelque impression sur vos Seigneuries, d'autant qu'on peut se convaincre, par les journaux et par l'inspection des cartes géographiques, de la vérité de son contenu.

Extrait des opérations des armées Françaises dans la campagne de 1794.

Vingt-trois sièges terminés heureusement.

Six batailles décisives gagnées.

Deux mille huit cent trois pièces de canon prises.

Soixante mille hommes des meilleures troupes de l'Europe, obligés de se rendre prisonniers de guerre, soit dans les combats, soit par capitulation.

Cent quarante quatre villes de prises, parmi lesquelles plusieurs des plus fortes places de l'Europe.

Et tout cela encore est indépendant de leurs victoires en Espagne ; cette Espagne, qui est maintenant à leur disposition. On sait qu'il n'y a que quatre fonderies de canons en Espagne, et de ces quatre, deux sont déjà entre les mains des Français. Une autre qui se trouve auprès de Pampelune, est probablement encore en leur puissance, de manière qu'il ne reste plus qu'une seule ville fortifiée au Monarque Espagnol, (Barcelone).

Si les Français ont été si forts et si terribles, lorsqu'ils avaient à combattre avec le monde entier, le seront-ils moins quand ils auront fait un traité de paix avec la Hollande, au moyen duquel et de l'esprit mercantile des Hollandais, ils se procureront tout ce dont ils auront besoin ? Seront-ils moins formidables quand ils auront envahi l'Italie, pays affaibli par les conséquences dégradantes d'un faux gouvernement, et rendu totalement incapable de se défendre lui-même ? Seront-ils moins disposés à nous tenir tête, après les prodiges qu'ils ont accompli sur les bords du Rhin, prodiges qui suffisent pour doubler la valeur d'un homme. Certes, lorsqu'on veut comparer sérieusement la situation des

deux

deux pays, il est monstrueux d'entendre assurer que nous ayons la puissance de les soumettre à force ouverte. Les nouvelles reçues aujourd'hui corroborent mon opinion. La gelée a déjà rendu le Waal passable, le pont d'Arnheim a été emporté par les glaces, ainsi notre cavalerie se trouve exposée au plus grand danger. C'est une calamité que les négociations de la Hollande ne pourront pas même prévenir.

Jettons maintenant nos regards plus loin, et nous verrons que dans la Diète de l'Empire, une grande majorité est d'avis de négocier avec la France. L'Electeur de Hanovre, avec une faible minorité, se distingue par sa violence à vouloir continuer la guerre. Est-il probable qu'après que l'Empire Germanique a montré de semblables dispositions, il aille se lever en masse pour résister au torrent, ou qu'il coopere de bon cœur avec nous contre l'ennemi ? Avons nous pu réussir à réunir l'Autriche et la Prusse ? ces deux Puissances nous ont fait voir qu'elles ne se fieraient jamais l'une à l'autre. La Prusse n'a jamais été véritablement l'ennemie de la France, et dans le fait, elle ne pouvait pas l'être. Ces deux Etats, rivaux nécessaires, ont toujours dû considérer leur situation et leurs intérêts privés, et personne ne peut les en blâmer. Ils ont jeté un coup-d'œil sur eux-mêmes ; ils ont vu qu'ils n'étaient point ennemis de leur propre bonheur ; leurs administrateurs n'ayant point la sauvegarde d'un parlement entr'eux et le peuple, ont été beaucoup plus prudents sur les conseils qu'ils avaient à donner à leurs maîtres, car leur responsabilité était beaucoup plus prochaine. Il ne faut donc pas s'étonner que quoiqu'ils aient été *engagés* à commencer la monstrueuse coalition, ils n'aient jamais épousé bien chaudement la contestation actuelle, et il n'est point surprenant non plus que la Prusse, dont la France devrait être l'allié naturel contre l'ambition de l'Autriche sa rivale, n'ait jamais été sérieusement l'ennemie de cette France, dont le démembrement en faveur de l'Autriche, compromettrait sa propre sûreté.

Le troisième point de vue sous lequel cette question doit être considérée, est relatif aux ressources des parties. A coup sûr, c'est une chose fort agréable d'apprendre que dans une matinée, on puisse lever tout d'un coup 24 millions sterling : je ne veux point ici déprécier le crédit ; sa nature est de faire des miracles, aussi long tems qu'il existe. Nous voyons tel négociant qui, avec un capital de 30 mille liv. sterl. peut avoir plus de crédit qu'un Seigneur qui possède autant de revenu en fortune héréditaire. Ce négociant peut mettre dans la circulation

C

son

on papier pour 5 à 600 mille pounds, mais il n'est pas étonnant de le voir faire banqueroute un beau matin. Il n'entre point ici dans mon projet de discuter à fond la théorie du crédit. On fait seulement que c'est pour y avoir eu recours, que la France a été perdue. Si nous suivons aveuglement le même sentier, nous pouvons finir par tomber dans le même abyme qu'elle.

Enfin, quelles sont les objections que l'on fait à ce que nous traitons de la paix avec la France ? la première, *avec qui pouvons-nous traiter*, est trop frivole pour mériter une réponse sérieuse. C'est une question indigne même d'une diète Germanique. Quand les ministres de S. M. I. l'ont faite, on s'est moqué d'eux. Certainement nous trouverons des personnes avec qui traiter, si nous sommes disposés à y en trouver.

La France, malgré tous ses changemens de partis, et ses commotions violentes, n'a faussé ses engagements, depuis que la révolution est commencée, avec aucune puissance étrangère. Un noble Lord a dit : mais serons-nous obligés de céder nos inestimables conquêtes ? Hélas ! il y en a déjà une bonne partie, celle des Indes Occidentales, qui probablement est déjà retournée aux mains des Français. Quant à la Corse, ce nouveau joyau de la couronne, ainsi qu'on l'appelle, pour la bien juger il ne faut que lire ce qu'en disent deux écrivains, *M. Necker* et *M. Volney*. Il est vrai que ce dernier est un démocrate, mais il n'est pas encore décidé qu'un démocrate ne puisse pas être un homme d'honneur et un homme intègre.

Voici ce que *M. Necker* en dit : “ La Corse contient 400 lieues, “ renferme 124000 âmes ; 550 mille livres font tout son revenu, et “ le trésor royal est obligé d'y envoyer encore, chaque année, 250 “ mille ducats pour achever d'en payer les dépenses et les troupes.”

Le compte qu'en rend *M. Volney* est encore plus curieux. “ La “ Corse, dit-il, est presque dans un état sauvage. La puissance y est “ dans les mains de quelques chefs de familles, ignorans et nécessi- “ teux. Un système de mystère y est concerté entr'eux et les admi- “ nistrateurs Français, pour cacher et déguiser tout, afin que la “ France ne soit point dégoutée d'une semblable possession, et tentée “ de l'abandonner. La dépense, indépendamment des extraordi- “ naires, s'élève à dix fois son revenu ; ce revenu ne monte pas à “ 700 mille livres. Il était de 3 ans en arrière, lorsque le conseil l'a “ diminué d'un tiers en 1790. La douane paye à peine ses employés. “ Il y a deux procureurs généraux, deux directeurs généraux ; pas “ un

“ un libraire ; pas une imprimerie, si ce n'est celle qui appartient au
 “ gouvernement. Les communications avec le continent sont si irrégulières, qu'on est quelquefois deux mois sans nouvelles. Les
 “ votans vont aux élections, armés d'épées, de pistolets, de stylets,
 “ &c. *Quant à la phrase qui suit, je suis sûr que vos Seigneuries auront peine à la comprendre :* “ les votes y sont vendus, et leur prix
 “ est fixé comme celui de la marchandise. Leur assemblée est de 400
 “ personnes, qui sont conduites par 8 à dix citoyens, lesquels forment parmi eux des ligues aristocratiques, qui se donnent et prennent réciproquement des places et des pensions, se querellent et se pardonnent avec une mobilité et une inconstance incroyables. Il
 “ n'y a point d'industrie : jusqu'aux allumettes, y viennent de Gênes et de Livourne. Le défaut de sûreté rend le pays inhabitable.
 “ Les fermiers vont armés à la charrue ; la culture est sacrifiée aux paturages, &c. &c.”

Telle est donc l'ineffable Isle de Corse, qui ne nous a servi qu'à établir une douzaine d'emplois sans fonctions, pour les répartir entre ces gens qui ont paru si fort alarmés sur l'existence de la constitution. Voilà donc ce qui nous reste pour nous indemniser de tout ce que nous avons perdu. Voilà ce qui nous a obligés de tenir dans la Méditerranée une flotte immense, dont la présence sur nos côtes aurait pu protéger notre commerce, et sans chercher à affamer la France, ce que je regarde comme un projet abominable, elle aurait au moins pu intercepter leurs munitions navales, et aurait empêché l'effusion du sang humain.

J'approuve fort le traité des Ministres avec l'Amérique. Je désirerais sincèrement qu'ils voulussent de même se retracter de leurs erreurs vis-à-vis la France. Je fais qu'il se trouvera sur le chemin de la paix avec elle, deux expressions bien fortes, *indemnité pour le passé, et sécurité pour l'avenir.* J'ai toujours regardé ces mots comme des armes que l'on retournerait contre nous. Je ne cherche point à être Ministre, car je pense qu'il est au-dessous du caractère d'un homme d'honneur de servir son Prince malgré lui. On dit que les Ministres actuels ne peuvent pas faire la paix. Je ne suis point de cet avis. Qu'ils soient démocrates ou aristocrates, peu importe. Qu'ils fassent seulement leur confession, qu'ils avouent qu'ils ont eu tort, et je n'ai pas de doute que leurs propositions ne soient acceptées. Je vote pour l'amendement.

Lord *Mulgrave* parla après le Marquis de *Lansdowne*. Il dit que suivre l'exemple de la Hollande, serait une chose ruineuse et déshonorante. Il entra dans les détails de l'histoire du règne de Louis XIV., et il fit voir qu'on avait déjà éprouvé de plus grands revers, mais qu'une seconde bataille de *Blenheim* pouvait tout réparer. Quant à la Corse, il répondit à tout ce qu'en avait dit le Lord qui l'avait précédé, en observant qu'il fallait bien qu'elle fut d'un grand prix, puisque les Français y avaient attaché autrefois, et y attachaient encore aujourd'hui tant d'importance qu'ils y avaient sacrifié beaucoup de sang et d'argent. Il soutint que les avantages ou les désavantages d'une possession ne devaient point se calculer par ce qu'en tirait le trésor public, car, dit-il, Gibraltar qui ne rapporte aucun revenu, et qui au contraire coûte beaucoup d'argent, serait donc une possession désavantageuse ! Et cependant quel serait le ministre qui oserait en échanger la possession contre quelque autre objet, quelque avantageux que put être le marché ! Il vota pour l'adresse.

Lord *Stanhope* dit quelques paroles contre l'adresse. Il avertit les ministres de prendre garde à eux. Il dit que leur système était de nature à faire perdre tout espoir de faire le bien du pays. Leur méthode de poursuivre de prétendues conspirations que n'existaient pas, et d'armer tous les citoyens, à l'exception des sans culottes, prouvait le peu de confiance qu'ils avaient dans leurs propres mesures, et qu'ils ne se fiaient point ainsi que le gouvernement Français, dans la masse du peuple. Quant à lui, il était fatigué de la guerre ; il voyait un précipice dans lequel les ministres allaient jeter la nation. Les pauvres las de payer des taxes, des pensions, et des salaires inutiles (*sinécures*) pourraient fort bien ne pas vouloir endurer long tems encore une semblable oppression. Les Français haïssaient le ministère actuel, et ne voudraient à aucun prix traiter avec lui. On avait souvent dit que le peuple n'avait pas le droit d'établir une forme de gouvernement, cependant le contraire était arrivé en Corse, où les sans culottes avaient offert leur couronne à la Grande Bretagne. On lui avait dit aussi qu'un pays où il n'y avait pas d'évêques, ne pouvait pas être heureux ; cependant la Corse formait une exception à cette doctrine, car elle n'en avait point, &c.

Lord *Mansfield* dit que la guerre actuelle était très différente dans sa nature et dans son objet de toutes les guerres connues jusqu'ici. Il ne s'agissait point de tirer vengeance d'une injure qu'on pouvait pardonner,

donner, ce n'était point une guerre pour un territoire envahi qu'on pouvait abandonner sans péril ; c'était une guerre de l'issue de laquelle dépendait l'existence de la société civilisée. Le projet des Français avait été suffisamment déclaré. C'était d'envelopper toutes les nations du globe dans leur anarchie, autant qu'ils l'auraient pu. J'ai été fort étonné, dit sa Seigneurie, d'entendre ici un noble Lord parler de *stabilité* en France. Mais quelle stabilité, quelle permanence aurait-on pu attendre par exemple d'une paix faite avec la faction de *Brissot* ? Lorsque cette faction fut anéantie, on nous parla beaucoup de la stabilité du parti de *Robespierre* ; cependant on savait bien que sa tyrannie portait avec elle les germes de destruction qui l'ont depuis annihilée complètement. Tous ceux qui lisent attentivement les débats actuels de la Convention, ne peuvent qu'être convaincus de l'*instabilité* du gouvernement en France ; et peut-on raisonnablement s'attendre qu'aucune négociation avec les meneurs actuels puisse avoir une issue favorable, c'est-à-dire, une apparence de durée. Un noble Lord a conseillé aux ministres d'avouer leurs erreurs vis-à-vis les chefs de l'anarchie française, et a semblé prescrire des formules de compliment et de concession qui me paraissent autant d'épigrammes contre ces gens qui n'inspirent d'autre sentiment que l'aversion et l'horreur. Leurs vues d'aggrandissement sont absolument incompatibles avec la balance du pouvoir, matière digne de la considération la plus mûre en politique. Ils ont méprisé les bornes naturelles de leur empire, les Alpes et les Pyrénées. Rien ne pourra nous faire traiter avec eux, tandis qu'ils seront en possession des domaines de trois ou quatre Electeurs, et d'autres souverains ; rien dis-je, qu'une nécessité funeste et immédiate qui appellerait alors et autoriserait la paix, quelque courte et incertaine qu'elle fut en apparence ; mais nous ne sommes pas encore dans une position semblable. Je supplie vos Seigneuries de considérer attentivement la situation des deux pays. En France, quoique nous soyons éblouis par l'éclat de leurs victoires, si nous portons nos regards sur leur situation intérieure, nous la trouverons toujours couverte d'un nuage épais. Leur emprunt forcé et leurs ressources extraordinaires ne peuvent pas se répéter. Leurs dépenses pour cette année montent à 144 millions sterling, somme très raisonnable comme l'on voit pour une seule année. Ils ont en circulation pour 7 milliards de leurs assignats, sans compter peut être deux milliards d'assignats faux. On a dit que les assignats étaient au pair. Oui, pendant

la tyrannie de Robespierre, et tandis que la terreur était à l'ordre du jour ; oui, lorsque ces assignats étaient timbrés à l'effigie de la mort, et quand personne ne pouvait les refuser sous peine de guillotine. Ils n'ont pas pu supporter le maximum, la loi la plus tyrannique et la plus odieuse qui ait jamais existé. Ils sont dans le plus grand besoin de munitions navales et de subsistances. Si nous entrons en négociation pour une paix qui ne pourrait jamais être que temporaire, avec la faction actuelle, ils auraient le tems nécessaire pour remplacer tous leurs besoins, tandis que ces besoins ne feront que s'accroître, si nous les pressons vigoureusement. Lorsque l'on proposa parmi eux le projet de liberté universelle, Brissot dit que des larmes de sang devaient couler des yeux des patriotes, puisque la liberté ne pouvait pas être donnée sur le champ au monde entier, et qu'elle devait être bornée à la France. Si c'est une liberté semblable à celle dont ils ont joui, qu'ils promettaient aux autres nations, ou pour mieux dire, dont ils les menaçaient, alors il ne me reste qu'à conseiller et à solliciter la poursuite la plus vigoureuse, et la plus déterminée de la guerre actuelle. Le grand reproche que l'on fait aux Anglais, au milieu de toutes leurs vertus, est qu'ils ne possèdent point la fermeté et la persévérance. Notre grand libérateur s'est souvent plaint de ce défaut. Aujourd'hui, si nous nous abandonnions encore à un changement de système, il ferait plus fatal cette fois aux intérêts de l'Angleterre, qu'il ne le fut sous le règne du Guillaume, car l'Europe n'est pas même encore bien rétablie aujourd'hui des plaies qu'il lui causa alors. Je vote donc contre l'amendement proposé.

Lord *Lauderdale* répliqua à Lord *Mansfield*. Il ajouta à ce qu'avaient déjà dit Lord *Guildford* et le Marquis de *Lansdowne* en faveur de l'amendement, qu'il existait une grande similitude entre l'époque actuelle du mariage du Prince de Galles, et celui du Roi en 1761, similitude qui le frappait de consternation et d'effroi. Alors on était en guerre. Alors Lord Chatham et la Grande Bretagne étaient au comble de la gloire. Alors la France était aux abois. Cependant Sa Majesté congratula son peuple, à l'occasion d'un semblable événement, sur les apparences d'une paix générale ; aujourd'hui Sa Majesté paraissait déterminée non seulement à continuer cette guerre désastreuse, mais même à ne pas négocier du tout, à célébrer sous de pareils auspices la solemnisation du mariage de son héritier naturel, et à continuer d'imposer sur son peuple des fardeaux extraordinaires ? Lord *Lauderdale* termina son discours

discours par une censure sévère des procès pour haute trahison qui ont eu lieu dernièrement. Il accusa les ministres d'avoir fomenté cet esprit de sédition, dans l'espoir de la présenter comme trahison. On a, dit-il, soudoyé des espions pour decouvrir et dénoncer des complots qui n'ont jamais existé, suivant le verdict des jurés. C'est ainsi que dans Tom Jones, ce héros de roman & son ami Partridge, rencontrant une troupe de Bohémiens, Partridge, amoureuxment disposé, se cache derriere un buisson avec une des dames de la bande. Celle ci porte plainte contre Partridge, et le Roi des Bohémiens condamne le pauvre homme à 50 livres d'amende ; cependant sur la remontrance de Tom Jones, et d'après un nouvel examen de l'affaire, sa Majesté Bohême instruite que le mari de la dame offensée avait employé les témoins comme espions, au lieu de les charger d'empêcher le délit, fait décharger Partridge de son amende, y fait condamner le mari comme complice de l'adultère de sa femme, et le fait en outre déclarer infâme à toute éternité.

Lord Grenville embrassa la question sous toutes ses faces, et repliqua à tout ce qui avait été dit jusques là par un discours très long dont l'extrait suivant ne peut donner qu'une légère idée.

Si, dit le noble lord, il existait de ma part, ou de la part de ceux qui agissent avec moi, aucune démarche injuste, ou inconvenante, qui put former le moindre obstacle à ce que ce pays-ci jouît des douceurs de la paix, je ne goûterais aucun repos ; je dois donc éclaircir ce soir tous les doutes qui pourraient s'être élevés à ce sujet, avant de reposer ma tête sur mon oreiller. Toutes mes opinions à cet égard, ce que j'ai pensé, ce que je pense encore loyalement, et fermement sur cette grande question, tirent leur source de ce que je crois devoir à l'honneur, à la gloire, et aux intérêts de mon pays. Mais avant de me livrer à cette explication, qu'il me soit permis d'exprimer le plaisir que je goûte à concourir avec tous les nobles lords qui m'ont précédé, au sujet du mariage de l'héritier de la couronne. S'il existe ici quelques différences sur une partie de l'adresse, je vois avec bien de la satisfaction que nous sommes unanimes sur la perspective que cet événement nous donne, de jouir encore long tems de notre heureuse constitution sous l'auguste maison de Brunswick. C'est donc pour nous assurer de plus en plus la jouissance de cette heureuse constitution que nous devons nous pénétrer plus profondément de notre situation présente, afin d'assurer le maintien de nos lois, et la continuation des moyens qui ont porté notre pays au point de prééminence sur les autres nations où il est parvenu.

Je

Je demande à la Chambre, si c'est au moment des revers que nous devons implorer la paix, ainsi que vient de le faire entendre le noble lord qui m'a précédé. Demanderons-nous à notre ennemi à cesser les hostilités, lorsque sa situation est reconnue si mauvaise, qu'on peut la regarder ou comme désespérée, ou comme tenant du désespoir. Et que l'on ne pense point que j'avance ici des assertions vagues ; je les prouverai par des faits. Je remonterai pour cela à l'état de la France en Août 1793 ; alors la détresse de cette nation était si grande que déjà la circulation forcée des assignats s'élevait à 134 millions sterling (3,700 millions) et cette masse de papier avait tellement haussé le prix des denrées que les assignats perdaient jusqu'à 89 p. c. A une maladie aussi violente, on fut obligé d'appliquer un remède plus violent encore, on fut forcé sous peine de mort de les prendre au pair, et pour ajouter encore l'oppression à la tyrannie, on fit suivre cet ordre de la loi des réquisitions et du maximum. Pour l'exécution de ces lois barbares, on fut forcé d'établir dans toute l'étendue du pays, des comités révolutionnaires dont les salaires seuls s'élevaient annuellement à la somme de 25 millions sterling. On parle souvent dans cette chambre avec humeur des salaires et des émolumens des personnes en place ; on en tire même quelquefois des comparaisons entre le système Républicain de la France, et le gouvernement Monarchique mixte d'Angleterre. E'n bien, qu'on examine impartialement cette circonstance, et qu'on nous dise ensuite de bonne foi la conclusion que l'on doit en tirer, et laquelle des deux constitutions est la mieux calculée pour le bonheur de la communauté, de celle qui n'agit ainsi que par violence, ou bien de celle qui ne fait rien sans le consentement général. Il n'est personne, pour peu qu'il lise attentivement les débats de la Convention Nationale, qui ne frémissé et ne s'indigne d'un système si honteux pour la nature humaine, si directement opposé à tous les principes de la justice naturelle. On a presque honte d'être homme à l'aspect de tout ce que l'on a vu en France, pendant les huit mois où la Convention a réalisé cet exécrationnel système de terreur. Enfin il a fini, comme toutes les choses violentes. Les Français ont été obligés d'y renoncer. Voyons cependant où il les a menés !

En Novembre 1793, ils ont déclaré qu'ils avaient en circulation pour 190 millions sterling d'assignats (4,500 millions), somme déjà énorme, mais ils ont été obligés depuis lors de la porter à la somme bien plus extravagante encore de 366 millions sterling (8 milliards.) Il en résulte une chose certaine, c'est que leurs étonnantes opérations leur

leur coûtent 160 millions sterling (4 milliards) par an. Sera ce donc au moment où un système aussi destructif les précipite dans leur ruine complète, que nous nous jetterons aux pieds de ces despotiques démocrates ? Et s'ils étaient l'an dernier dans une semblable position financière, sont-ils dans une meilleure situation aujourd'hui ? Le système de terreur a obligé pendant la dernière campagne à prendre les assignats au pair. Le système de modérantisme vient de les faire retomber à 75 p. c. de perte, de sorte qu'un louis d'or de 24 liv. est égal à 100 liv. en papier. Ainsi le peuple a souffert une perte pécuniaire immense dans l'une et l'autre occasion, et jamais un de ces maux ne remédiera à l'autre. Est-il d'ailleurs dans la nature des choses que l'on puisse continuer longtemps une guerre, avec 90 mille comités occupés à tout mettre en réquisition, à anéantir tout commerce, détruire les manufactures, et arrêter toutes les ventes au détail. Telle a toujours été dès l'origine mon opinion sur la nature de leurs ressources, qu'elles devaient incessamment s'épuiser ; et je n'y ai rien changé depuis lors.

L'on objecte encore aujourd'hui que ce pays-ci a provoqué la guerre. Je ne veux répondre à cette objection qu'en lui opposant les journaux du parlement, et les déclarations du contraire si souvent faites par cette Chambre. La question principale est aujourd'hui, de savoir si ce pays-ci sera dans une meilleure position en continuant vigoureusement la guerre, ou en faisant baslement la paix. Et d'abord, je demande, quelles preuves nous avons, même en supposant que nous ayions la honte de demander la paix, que l'ennemi soit disposé à aucuns termes de pacification. Notre humiliation serait déjà bien grande de la demander, mais notre déshonneur serait complet, s'ils nous la refusaient ; et nous avons toutes sortes de raisons pour croire qu'il en serait ainsi, car le projet de *Brissot*, comme de *Robespierre*, de *Barre*, comme de *Tallien*, l'esprit du terrorisme et celui du modérantisme sont également de ne pas faire la paix avec l'Angleterre. Tous n'ont qu'un même sentiment, un seul langage, celui des hostilités contre la Grande Bretagne ; et pourquoi cela ? Précisément par la raison qu'a citée le noble lord (*Lauderdale*) parceque c'est la Grande Bretagne qui les a empêchés de faire la paix avec l'Autriche, la Prusse, et l'Espagne, c'est à dire, de fouler aux pieds la constitution de ces Pays, et de détruire toute société civile en Europe. Il n'est donc pas étonnant que toute leur fureur se soit concentrée contre ce royaume, puis qu'à notre gloire éternelle, il se trouve que c'est

D

nous

nous qui avons apporté le plus grand obstacle à leurs vues ambitieuses et destructives. Je supplie la Chambre de pérer attentivement cette idée, et de comparer la différence immense qui se trouve entre les lois et le bonheur de ce pays, et la misère de l'autre. Ce que j'avance ici, n'est point une théorie vague, ce sont des faits qui prouvent qu'en faisant la paix avec les autres puissances de l'Europe, le projet des Français est de pouvoir désarmer tous nos Alliés, pour venir ensuite sans obstacles sur les bords de la Tamise, et y détruire, suivant leur expression favorite, *la nouvelle Carthage*. Nous devons envisager notre position sans timidité. Il est très vrai que l'ennemi a eu des succès, mais cependant examinons un peu ce qu'il nous a pris, et ce que nous avons conquis sur lui. Nous lui avons pris toutes ses possessions dans les Indes Orientales, ainsi que celles des Indes Occidentales, à l'exception d'une seule île qui a été reprise en partie, mais que j'espère qu'ils ne garderont pas long tems, grace aux forces supérieures que nous avons maintenant dans ces parages. Sur mer, nous avons perdu *un* seul vaisseau de ligne ; eux, en ont perdu *vingt six*. Pour notre part, nous sommes donc plutôt gagnans que perdans dans cette guerre. Cependant je ne nie pas pour cela, que notre position ne soit difficile et même dangereuse. Je crois que nous ne pouvons envisager d'un œil indifférent la perte des Pays-bas, et qu'on ne doit pas supposer que nous puissions restituer aussi volontiers les îles que nous avons conquises, à une république sans principes, qu'à une monarchie limitée. En effet, qu'arriverait-il, si nous les restituions à la Convention Nationale ? Les esclaves révoltés des îles voisines des nôtres, y repandraient bientôt le poison de la rébellion, et nous perdrons à la fois et le fruit de la bravoure de nos troupes, et celui des travaux de nos peres.

Il est encore une autre question à examiner. Avec qui devons-nous faire la paix ? Jadis on nous disait, avec *Brissot* ; *Brissot* est tout puissant ; *Brissot* est l'ame de la république. Lorsque la hache républicaine a eu fait tomber le tout puissant *Brissot*, *le Brun* a été l'homme avec qui l'on nous a conseillé de négocier. Ce second tout puissant a encore passé par l'échaffaud où il avait tant aimé voir avant lui son prochain. Alors on nous dit que le comité de salut public était le parti avec lequel il fallait traiter. La tyrannie de celui-ci dura peu, et avec lui cessa le système de terreur ; mais qui garantira que ce modérantisme ne pourra pas, comme le système de terreur, être bientôt remplacé par un autre ? Et quelle certitude avons-nous que la paix serait plus dura-

ble

ble avec Tallien qu'elle l'eut été avec Brissot, Le Brun, ou Robespierre ? Car enfin toutes les factions populacières qui se succèdent, forment momentanément un petit gouvernement particulier, et l'on doit remarquer que ce parti, quel qu'il soit, est toujours invariablement hostile à la gloire et à la prospérité de ce pays-cy.

Indépendamment de toutes ces considérations, je répète encore que le moment des succès de l'ennemi, est moins que tout autre, celui où nous devons nous abaisser à lui demander la paix, lorsque tout nous dit que ses ressources sont épuisées, ou au moins disproportionnées aux dépenses qu'il lui faut faire, pendant que nos finances sont dans une situation directement contraire. Si nous faisons la paix, nous sommes obligés de désarmer la flotte, et de congédier l'armée, ce qui nous laissera à la merci de cette multitude sauvage qui ne désarmera pas, et qui sous le prétexte de réparer son trésor épuisé, tombera sur nous au moment où nous nous y attendrons le moins. C'est une vérité de fait, et constante, que nos opérations sont en général tardives, mais enfin vigoureuses, tandis que celles des Français sont vives, mais peu durables. Ainsi, jusqu'à ce que nous appercevions en France un gouvernement dans lequel nous pourrions avoir confiance, je soutiens qu'il serait aussi impolitique que déshonorant d'abandonner l'état florissant où deux années de travaux ont porté notre marine et notre armée, pour fléchir le genou devant ces orgueilleux anarchistes, et ramasser en quelque sorte les miettes de leur table. Je demande pardon à la Chambre d'avoir ainsi abusé de sa patience, et je conclus en donnant mon vœu à l'adresse, et en rejetant l'amendement.

Le Duc de Leeds déclara qu'il était partisan de la paix, et qu'il ne croyait pas qu'on ne put négocier sans se déshonorer. Les bases posées par les ministres ne présentaient, selon lui, aucun terme à la guerre ; et quoiqu'il fut opposé à l'amendement, cependant il blâmait l'adresse, en ce qu'elle renfermait une expression qui semblait faire croire qu'on ne ferait aucune négociation avec la France, aussi long tems que la république subsisterait.

Le Marquis d'Abercorn dit qu'il était prêt d'avouer que la guerre actuelle était une guerre pour la sécurité, la propriété, et la liberté : qu'en se pénétrant bien de notre situation vis à vis la France, une guerre avec les génies infernaux lui semblerait encore préférable. Mais il était néanmoins possible de ne pas franchir les bornes de la modération et de la politique. Je ne doute pas, dit-il, de la valeur des troupes

Britanniques, leur réputation est établie à cet égard, mais pourquoi aussi toujours nous mettre partout en première ligne ? Pourquoi faire de nous le bouc émissaire, et nous sacrifier à la politique et aux intrigues des autres puissances ? Pourquoi nous rendre les trésoriers généraux de l'univers ? Pourquoi jeter de l'argent à la tête de tout le monde, et forcer des nations à se défendre, malgré elles ? Le plan de la guerre a été fait sans talent et sans vigueur. Nous avons en quelque manière accaparé la haine de la France, sans acquérir l'estime de nos Alliés. Nous avons envoyé nos braves soldats pour se voir abandonnés par ces Alliés, et périr pour la défense de leur territoire. Puisque nous avons des ressources, sachons les ménager en bons pères de famille, et ne prodiguons pas nos trésors et notre sang pour servir les caprices et la politique tortueuse de nos connexions continentales. Je crois toujours qu'un système vigoureux de défense serait très praticable, et infiniment préférable à la paix. Que la France cependant déclare quelles sont ses vues, et je n'en demande pas davantage. Ses affaires intérieures la gardent, nous n'avons pas le droit de nous y interposer.

Le Duc de Bedford combattit les calculs présentés par *Lord Grenville* sur la situation de la France, et essaya de faire voir qu'elle était aussi prospère qu'on l'avait dépeinte désastreuse. Voici le discours de sa Grace.

Quoique je m'aperçoive combien la longueur du débat a fatigué vos Seigneuries, cependant le grand intérêt de la question m'oblige de vous faire part des observations que sa discussion m'a fait faire sur la continuation de la guerre. Je commence par féliciter la Chambre de l'aveu que vient de lui faire le premier Lord de l'Amirauté, qu'on fait maintenant les plus grands travaux dans le département de la Marine. J'en suis d'autant plus aise que c'est là que résident essentiellement notre force et notre espoir. Je me fie avec plaisir aux promesses du noble Comte (Spencer), et je me flatte que le résultat répondra à notre attente.

Je me suis aperçu avec inquiétude que d'un côté de la Chambre, on a toujours cherché à donner le change sur notre position, en diminuant nos pertes, et en augmentant nos gains dans cette guerre. Cependant un calcul tout simple devrait bien nous ouvrir les yeux. C'est que toutes nos pertes sont réelles, et nos avantages chimériques. Nous ne sommes rien moins qu'assurés du maintien de nos conquêtes dans les Indes Occidentales, et quant à la Corse, joyau plus propre à
terrifier

ternir qu'à augmenter l'éclat de la Couronne Britannique, la Corse qui, a tant imprimé de mépris et de ridicule sur les conseils de S. M., je crains bien qu'au lieu d'être un objet avantageux, elle ne devienne plutôt la cause de quelque malheur sérieux,

L'état donné par plusieurs de leurs Seigneuries, des finances de l'ennemi, ne me paraît point satisfaisant. Il présente au premier aspect une contradiction palpable. Chaque année les ministres nous ont dit hardiment que l'ennemi ne pourrait pas soutenir une autre campagne. Cependant nous avons vu toutes celles qui se sont suivies, présenter de plus grands développemens de moyens que les précédentes, et vos Seigneuries savent trop bien, à nos dépens, que la dernière les a encore surpassé toutes, et que les armées ennemies ont été, cette année, aussi bien fournies et approvisionnées, qu'elles ont été redoutables. Je regarde comme une absurdité, le raisonnement que l'on fait, que l'épuisement des ressources de l'ennemi se montre à découvert par leurs immenses *mises dehors*. Je n'accorde point une semblable majeure, je crois que ces mises dehors prouvent tout le contraire. Le noble Secrétaire d'Etat (Lord Grenville) nous a dit que leurs dépenses de la dernière campagne, montaient à 160 millions sterling. Je demande la permission d'en douter, jusqu'à ce que je n'en voie des documens plus authentiques. Cependant, en admettant que cette assertion soit véritable, j'y vois que les ministres se sont toujours trompés dans leurs calculs, en nous disant, depuis longtems, que les Français étaient épuisés; et qu'ainsi ils n'ont jamais cessé d'en imposer et à vos Seigneuries et au public.

Qu'est-ce que vos Seigneuries penseront de mesures qui ne portent ainsi que sur des raisonnemens équivoques et trompeurs? Quelle consolation peuvent-elles tirer d'aussi misérables calculs sur les ressources d'un peuple dont les armées tiennent la campagne, pendant que nous et nos alliés la quittons constamment; d'un peuple qui a dispersé et brisé la plus formidable confédération qui ait jamais menacé la liberté du monde; d'un peuple qui a réduit ceux dont la sûreté nous a servi de prétexte pour entrer en guerre, à la cruelle nécessité d'exposer périodiquement notre impuissance, et de nous abandonner à un ennemi que nous n'avons provoqué qu'à cause d'eux; d'un peuple enfin qui maintenant met en mer une flotte telle, qu'il nous insulte jusques sur notre propre élément, et alarme nos côtes. Certes ce sont là d'étranges témoignages de faiblesse, que ceux qui ébranlent l'Europe jusques dans

ses fondemens ! Maintenant que reste-t-il en réserve aux ministres, pour nous faire rejeter plus long tems le témoignage de nos sens, et prolonger encore une illusion si funeste ?

Je n'ai pas été médiocrement surpris d'entendre les ministres se targuer d'avoir prédit d'avance tout ce qui est arrivé, tandis qu'à l'exception du rapport de la loi sur le maximum, ils se sont trompés sur tout ce qu'ils auraient du prévoir. Cela prouve combien ils sont au dessous de leur tâche, puisqu'ils ne peuvent pas assez bien juger le présent, pour prévoir l'avenir. C'est là ce qui entrave et égarde toutes leurs opérations, et qui fait que tous les cas pressans nous surprennent au dépourvu. Les adversaires du ministère ont aussi eux fait leurs prédictions, mais je défie de prouver qu'il y en ait une seule qui n'ait pas été vérifiée, et je demande en conséquence lesquels des ministres ou de nous, méritent à ce sujet le plus de confiance.

Tout ce qu'on a dit sur la difficulté de traiter avec la France, ne me semble qu'un prétexte. Il est aussi aisé de négocier avec cette puissance qu'avec toute autre. Ce pays, malgré ses dernières convulsions, ne semble pas plus disposé que ses voisins à changer ses meneurs. Aucun ministère n'a jamais été permanent, de même qu'il n'est point de traité qui ait été sans fin. Qu'est-ce que les nations regardent entre elles, comme le fondement de leur sécurité dans leurs transactions réciproques ? Sont-ce les intrigues des courtisans, ou la politique étroite et tortueuse des conseillers favoris ? Ou plutôt, n'est-ce pas le génie et le caractère naturel du peuple ? Anssi, que *Tallien* finisse à présent comme *Robespierre*, les Français ne manqueront jamais d'administrateurs, et le besoin des uns garantira les transactions des autres.

Il n'y a pas une phrase du discours qui nous indique clairement quel est l'objet de la guerre, ni à quelle époque nous pourrions avoir quelques espérances de paix. Si les ministres avaient jamais exposé franchement leurs vues, s'ils m'avaient prouvé qu'ils ne veulent rien que de juste et raisonnable, j'aurais été le dernier à m'opposer à leurs mesures, et je les eus au contraire aidé de tout mon pouvoir. Mais lorsqu'au lieu de tout cela, je ne vois qu'une guerre où il s'agit d'une destruction mutuelle, et dont la fin doit être l'anéantissement de l'une ou de l'autre des parties, alors je me crois fondé à travailler pour ma propre sûreté, et je trouve cette sûreté dans les moyens recommandés dans l'amendement. Je conviendrai, tant qu'on voudra, que c'est un

mauvais

mauvais moment pour faire la paix, et qu'il est fort difficile que les ministres puissent en faire la proposition de bonne grace. Mais pour cela, faut-il que nous restions dans un état perpétuel d'hostilités ? et dans toutes les pacifications, n'y a-t-il pas toujours une des deux parties qui a commencé ? Je suis fâché d'en convenir, mais c'est aujourd'hui notre lot et il faut au moins supporter notre malheur avec magnanimité. Il n'y a pas plus de honte pour les nations que pour les individus, lorsque la faiblesse cède à la force. Aussi je ne puis supporter la folie présomptueuse de vouloir résister opiniâtrement à une force reconnue supérieure, lorsqu'on voit surtout qu'on ne peut réussir que par un miracle.

On nous a dit ensuite qu'en cas de paix, ce pays-ci verrait arriver un débordement de Français qui effectueraient chez nous une révolution semblable à la leur. Cette assertion me paraît aussi offensante pour la constitution que pour le peuple. Peut-on penser assez légèrement des principes de loyauté de nos concitoyens pour croire qu'il puisse leur être suggéré de la méfiance dans nos excellentes lois, par des étrangers pour qui l'on fait qu'ils ont en général un mépris naturel si profondément enraciné. Les Bretons sont-ils donc assez faibles et assez crédules pour devenir les dupes de ceux qu'ils sont accoutumés à regarder comme les gens les plus méprisables qu'il y ait sur la surface de la terre. Quelle que soit l'opinion des ministres, qui sont autant dans l'habitude d'avilir le bon peuple d'Angleterre, que de l'égarer, je pense mieux, même des dernières classes de la société, et je suis certain qu'elles ne se laisseront jamais diriger, ni séduire par des hommes dont les habitudes, le langage, et le caractère les repoussent également.

Je ne puis m'empêcher de remarquer combien les ministres ont changé de ton, à cette ouverture de la session. Ce n'est plus aujourd'hui le langage imposant qu'ils nous faisaient entendre au commencement de la campagne. J'espère que, quelque chose qui arrive, ils n'oublieront pas de sitôt l'humiliation qu'ils éprouvent. S'ils l'oublieraient, je prendrais la liberté d'en appeler aux nobles Lords qui sont auprès de moi, pour les en faire ressouvenir, et leur rappeler que le malheur aura cela de bon qu'il doit leur avoir enseigné la décence et la modération pour la vie.

Il ne me reste qu'à faire observer à vos Seigneuries que c'est au moment d'un abandon presque général de nos alliés, que les ministres nous proposent la continuation d'une guerre qu'eux seuls trouvent en-

encore praticable. Sans doute qu'ils rougissent aujourd'hui de se trouver alliés avec des gens avec qui ils avaient dernièrement tant d'ardeur d'être coalisés. Il y a effectivement peu de fonds à faire sur de pareils associés. Vos Seigneuries n'ont qu'à jeter un coup d'œil sur la Pologne, pour se convaincre que leurs plus tendres vertus ne sont que des cruautés choquantes. Les malheurs de ce pays font frémir l'humanité. Ils égalent, s'ils ne surpassent l'usurpation sanguinaire de *Robespierre* ; et cependant ces scènes ont été commises sous le prétexte de maintenir *la société, la religion, l'ordre, la morale, et le gouvernement régulier*. Mais ce qu'il y a de plus horrible, c'est que ces cruautés ont été sanctionnées par nos alliés, et qu'une portion de nos revenus a été prostituée à soutenir cette querelle qui mérite l'horreur et l'exécration du genre humain.

Lord Darnley et *Lord Grenville* dirent encore quelque chose, après quoi la motion de l'amendement proposé par *Lord Guildford* ayant été mise aux voix, la Chambre se divisa. L'amendement eut pour lui 112 voix, contre 107 ; ainsi l'adresse au Roi proposée par *Lord Camden*, passa à une majorité de 95 voix.

Il était trois heures du matin, lorsque la Chambre se sépara.

Noms des Membres de la Minorité dans la Chambre des Pairs.

Le Duc de Bedford.
Le Marquis de Lansdowne.
Les Comtes de Derby.
 de Tankerville.
 de Stanhope.
 de Thanet.
 de Buckinghamshire.
 d'Egmont.
 d'Albemarle.
 de Guilford.
 de Suffolk.
Et Lord Chedworth.

CHAMBRE DES COMMUNES.

Séance du Mardi 30 Décembre 1794.

Après que plusieurs membres nouvellement élus eurent prêté serment, et pris leur place, l'orateur lisait par matière de forme, pour l'ouverture de la session, le bill pour empêcher les mises hors la loi clandestines, lorsque M. *Sheridan* se leva et prit la parole au sujet de la suspension de l'acte d' *Habeas Corpus*. (*Comme cette discussion qui précéda celle sur le discours du Roi, s'étendit assez loin, nous la rejeterons à la fin, pour faire connaître plus vite les argumens prononcés dans cette chambre pour et contre la continuation de la guerre.*)

L'Orateur de la Chambre, ayant lu le très gracieux discours de sa Majesté,

Sir Edward Knatchbull prit la parole, pour proposer l'adresse de remerciemens au Roi, et dit ; que quoique beaucoup de membres eussent plus de titres que lui à s'acquitter du devoir qu'il remplissait, il comptait sur l'indulgence de la Chambre pour les observations dont il croyait nécessaire de faire précéder l'adresse de remerciemens qu'il proposait. Ses observations portèrent sur l'heureux événement du mariage du Prince de Galles ; sur le traité d'amitié et de commerce avec l'Amérique ; sur la justice et la nécessité de la continuation de la guerre, jusqu'à ce qu'on put obtenir une paix honorable et sûre, et le désir qu'il avait que tous les cœurs et les bras se réunissent pour parvenir à cet objet désirable, &c. &c.

M. Canning appuya la motion de l'adresse. Quelque différence d'opinion, dit-il, qui puisse exister sur quelques parties du discours de sa Majesté, il y en a certainement sur lesquelles la Chambre n'a qu'un seul et même esprit. Je veux parler du traité conclu avec les Etats Unis d'Amérique, et le mariage de S. A. R. le Prince de Galles. Je m'attens cependant que la même unanimité ne se trouvera pas sur ce qui regarde la nécessité et le convenance de continuer la guerre avec vigueur. Quelques membres pourront croire qu'une paix honorable et immédiate peut aisément se négocier, tandis que d'autres s'accorderont à croire

E

avec

avec moi qu'on ne peut obtenir une paix sûre pour ce pays-cy. Il n'est pas survenu, depuis que la guerre est commencée, une seule circonstance qui puisse faire croire à la Chambre qu'elle peut entrer en traité, avec plus de sécurité qu'elle n'a déclaré jusqu'ici pouvoir le faire. La seule différence de circonstances qu'on remarque, et j'en conviens, sont les échecs et les revers que nous avons éprouvés, pendant la dernière campagne, et surtout depuis la fin de la Session du Parlement. Ce n'est point ici le moment de discuter la cause de ces pertes et de ces malheurs, mais on peut cependant dire d'avance qu'ils ne proviennent point de mauvaise conduite de notre part, ni d'aucune source dont nous ayions à rougir. Ils ne sont dûs, ces malheurs, qu'à des efforts sans pareils dans l'histoire du monde, de la part de nos ennemis. Je ne serais point étonné d'entendre à ce sujet des membres dire ce soir à la Chambre, que l'on aurait pu éviter tous ces revers qu'ils avaient annoncés d'avance. Hélas, il est bien aisé de prédire ainsi des malheurs. S'ils n'arrivent pas, l'intérêt qu'on prend naturellement à sa patrie, sert de consolation. S'ils se réalisent, alors on trouve certaines gens qui se consolent du mal, en disant stupidement, je l'avais prédit. Mais le côté ministériel de la Chambre, a aussi lui fait ses prédictions qui ont été vérifiées par l'événement. Il avait annoncé la chute du gouvernement républicain sous la tyrannie de Robespierre, dans ce tems où tout le système de ce gouvernement se réduisait à prendre d'une main la propriété entière du pays, et de l'autre à faire couler le sang de ses habitans. Il avait aussi prédit la chute prochaine des Jacobins, et l'événement l'a encore justifié. Enfin les Modérés viennent de succéder aux Jacobins, mais aussi ils ont perdu l'énergie de ces derniers, et ils n'ont hérité que de leur mauvaise volonté.

En examinant leurs ressources, nous voyons par les rapports de *Cambron* que les dépenses de la guerre se montent déjà en France à 390 millions sterling, somme si extravagante qu'elle ne peut qu'indiquer le déclin rapide de leurs ressources. Leurs moyens étant dans cet état d'épuisement, leurs efforts pour la continuation de la guerre ne peuvent plus durer long tems, car ôtez le fondement, et l'édifice doit s'écrouler. Si j'avais besoin de prouver que l'objet des meneurs actuels en France est si extravagant et si contraire à la nature, qu'aucun gouvernement ne peut raisonnablement songer à traiter avec eux de la paix dans le moment actuel, il me suffirait de citer pour exemple les demandes qu'ils font à la Hollande. En admettant même qu'ils consentent à traiter

avec

avec cette puissance sur le pié du *status quò ante bellum*, ce pays-cy pourrait-il supposer que les Français lui proposassent les mêmes conditions ? Et quand bien même ils y consentiraient, pourrions-nous accéder à de semblables termes ? Non, car nous ne pouvons pas abandonner les conquêtes et les acquisitions par nous faites dans le cours de cette guerre. De plus, pourrions-nous leur livrer ces malheureuses victimes qui se sont jettées à nos pieds, implorant notre protection. Si la paix était conclue demain, quelle certitude y aurait-il de la possibilité de sa durée ? Une telle paix, selon moi, serait cent fois pire que la guerre, car nous n'y gagnerions rien, et nous y perdriions tous les avantages que nous avons acquis. Quant à l'observation générale, à quelle époque devons-nous songer à traiter de la paix, je répondrai que cette époque doit être déterminée par les circonstances futures ; car la question n'est pas, si nous négocierons jamais, mais si nous pouvons le faire dans les circonstances présentes. L'histoire de la Révolution de France, depuis son principe, ne nous offre que des preuves d'instabilité dans le gouvernement ; il ne peut y avoir dans son système actuel que des mutations perpétuelles. Tout, jusqu'à l'énergie de son pouvoir militaire, sert de preuve qu'elle ne peut pas désormais durer long tems. Au moment où il s'établira en France une forme de gouvernement avec laquelle on croira pouvoir traiter, alors l'armée sera sans force et déposera ses armes. Voilà où gît la véritable faiblesse des Français. Heureusement, nous offrons le spectacle contraire. Leur faiblesse approche, et nous, notre force s'accroît chaque jour. C'est donc un devoir, non seulement pour nous, mais encore nous le devons à tous les gouvernemens établis, de continuer une guerre, sans laquelle nous devons périr, et toute l'Europe avec nous. D'après ces considérations, j'appuye la motion de mon honorable ami.

Mr. Wilberforce. Je me leve aujourd'hui pour m'acquitter d'un devoir bien pénible. Je puis dire avec vérité que la question que l'on agite en ce moment, m'a long tems et sérieusement occupé. Je l'ai considérée sous tous ses point de vue, et j'ai long tems flotté dans le doute, car je savais qu'il y avait beaucoup de raisons à alléguer d'un et d'autre côté. Aujourd'hui ma résolution est prise, et quelque désagréable qu'il puisse être pour moi de différer de ceux avec lesquels le bonheur de ma vie a été jusqu'à présent de sympathiser, je m'y vois contraint. Si le ton du discours n'avait pas été aussi prononcé, j'aurais suspendu mon opinion, mais l'adresse que l'on nous propose, s'explique

d'une manière si formelle qu'il est impossible de voter pour elle, sans penser et déclarer pleinement, que nous devons faire la guerre jusqu'à ce qu'il y ait une contre révolution en France. Telle est la différence qui existe aujourd'hui parmi nous, et elle est si grande, qu'il n'y a pas moyen de se rapprocher. Ceux qui appuyaient le système de la guerre, il y a un an, nous demandent aujourd'hui quelle différence il y a dans la situation respective des deux pays depuis cette époque. Pour moi, j'en vois beaucoup, et une très importante. La fin du système Jacobin, suivie d'un système de modération, et la mise à mort des chefs des Jacobins. A cette différence capitale, s'en joint une autre terrible. Nous étions alors liés avec une confédération grande et puissante ; mais aujourd'hui, nous n'avons plus cette confédération pour nous aider. Il était naturel que lorsque nous agissions de concert avec d'aussi grandes forces, nos esprits fussent animés ; mais à présent pouvons-nous sans rougir, penser à conquérir la France, et à y établir, un gouvernement à notre guise ? J'avoue que j'ai désiré long tems qu'il s'établît un gouvernement en France, et j'avoue encore que je lui désirais un gouvernement mixte, un gouvernement semblable à celui de l'Amérique, de préférence à tout autre, parce qu'il est nouveau en Europe, et que le préjugé est en faveur de sa bonté. Ce qui se passe, ne nous permet pas de croire que nous ayons la moindre influence sur le gouvernement futur de France. Une autre différence essentielle encore, est que nos armes ont été malheureuses. On ne dira pas que cette différence soit légère. On nous dit, et je le crois, que le blâme ne doit en retomber sur aucun de nos officiers, mais c'est précisément ce qui me fait croire davantage que nous n'avons rien de favorable à attendre de l'issue de la guerre, puisque après l'avoir bien faite, nous n'avons rien pu faire. Ce n'est pas tout, lorsque nous avions une partie de la France dans notre possession, on devait s'attendre que les habitans de ces parties auraient éprouvé quelque ardeur, à l'aspect de la protection d'un gouvernement régulier ; cependant on a vu ces mêmes Français, quoique repoussés une fois ou deux, revenir à la charge, et, semblables aux flots de l'océan, renverser tout devant eux. Croit-on maintenant, d'après notre conduite passée, que si nous reparaissons dans les pays que nous avons été forcés de quitter, nous y trouverions un accueil bien amical.

On nous a souvent dit qu'il était douteux que leurs soldats combattissent pour la Convention. Je crois qu'il serait fort difficile de prou-

ver qu'ils ne combattent pas pour elle. Au milieu de tous les changemens de gouvernemens et de meneurs, nous avons vu les armées ne regarder et ne connaître que la Convention seule, et toutes les modifications survenues, ne leur ont paru que des changemens dans le gouvernement, mais non point du gouvernement. Peu leur a importé que ce fut le système de *Robespierre*, ou celui des modérés qui prévalut, leur système à elles était de combattre, et elles ont combattu.

Puis donc que je ne trouve aucune possibilité de parvenir à la destruction de la France, je ne vois aucune avantage à voter en faveur de l'adresse, puis qu'elle tend à prolonger la guerre jusqu'à ce qu'on y soit parvenu. Je pense au contraire qu'il faut suivre une toute autre marche. Je ne recommanderai pourtant jamais de proposer d'autres conditions que celles qui seront compatibles avec l'honneur, la dignité et le bonheur de ce pays-ci. Je serai le dernier homme au monde à désirer que nous nous abaissions pour effectuer cette paix, mais aussi je crois que sans manquer à notre honneur, à celui de la couronne, à celui de la nation, et à la sûreté du peuple, nous pouvons entamer des négociations, à des termes raisonnables ; et si elles sont rejetées, alors nous continuerons la guerre avec vigueur. Peu m'importe qu'on me reproche l'inconsistance des mes opinions de cette année avec celles de l'année dernière ; les circonstances ne sont plus les mêmes, et tout membre de cette chambre qui ne fait pas céder son opinion aux circonstances, lorsqu'elles sont changées, me paraît indigne d'être le gardien des intérêts du peuple, et le représentant d'une grande nation.

La grande question est maintenant d'éclaircir ce que nous avons à craindre en faisant la paix avec la France, et d'un autre côté, quelles peuvent être les conséquences de la continuation de la guerre actuelle. Je crois avoir déjà dit au sujet de cette guerre que nous ne devons pas la continuer, tant que nous n'aurions pas d'espoir de faire une contre-révolution en France. Quant à la paix, je conviens qu'elle ne ferait pas sûre à présent, mais cela ne m'empêche pas de refuser ma voix à la continuation de la guerre dans la circonstance actuelle ; car nous devons entre deux difficultés, choisir la moindre ; et celle de faire la paix me paraît beaucoup au dessous de celle de faire la guerre. Quelles que soient nos ressources, et je conviens qu'elles sont fort grandes, nous devons essayer tous les moyens honorables de faire la paix. Outre l'impossibilité de faire une contre-révolution en France,

on ne saurait trop faire d'attention encore à la longueur du tēms qui s'est écoulé, depuis que les Français sont soumis à la Convention. Ils sont maintenant si habitués à son joug, et aux misérables principes de la révolution, qu'ils ont perdu tout souvenir et tout attachement à leur ancienne monarchie. Depuis la révolution, il s'est élevé une nouvelle génération, qui a sucé le lait du système actuel, et il est maintenant trop tard, trop d'années se sont écoulées, pour espérer de les ramener à l'ancien gouvernement qu'on leur a appris à exécrer.

M. Wilberforce ajouta encore quelque chose sur le peu de danger qu'il y avait qu'à la paix, les principes Français fussent introduits ici par d'orgueilleux étrangers, dont le caractère, les habitudes et le langage différaient si essentiellement des Anglais. D'ailleurs l'exemple de leurs malheurs était trop cruel et trop récent pour ne pas faire une vive impression sur ceux qui se disposeraient à devenir leurs néophytes. Il engagea aussi la Chambre à se défier de l'assertion si souvent répétée que les ressources de ses ennemis étaient épuisées. Il n'y avait pas de guerre où l'on ne tint un semblable langage, et cependant l'exemple de l'Amérique et de l'Angleterre elle même, prouvait contre cette assertion. D'après ces considérations, il termina par proposer pour amendement à l'adresse à S. M. . . " qu'en considérant
 " certains événemens récemment survenus en France, et entre les
 " Français et les Etats Généraux, la Chambre est d'avis que Sa Ma-
 " jesté doit être conseillée d'ordonner une négociation telle que la fa-
 " gesse et la bonté de S. M. la jugeront convenable. Mais si, contre
 " les désirs des Communes, elle était rejetée par les ennemis de Sa
 " Majesté, alors la Chambre est persuadée que le fardeau de la guerre
 " sera supporté avec alacrité par un peuple affectionné et loyal."

M. Wyndham. C'est avec la plus vive surprise, et le plus profond chagrin que je viens d'entendre l'opinion émise par mon honorable ami (*M. Wilberforce*). Quoi! parceque nous avons éprouvé dans le cours de cette guerre, quelques revers et quelques malheurs auxquels nous n'avions pas sujet de nous attendre on voudrait que nous allussions offrir aux meneurs actuels de la France, une soumission humiliante et déshonorante! une soumission fondée sur l'aveu que nous ne sommes plus en état de continuer la guerre! et si la France ne daigne pas accéder à nos offres, alors on nous propose de reprendre vis-à-vis d'elle un ton menaçant, après être convenus d'abord que nous ne pouvions plus

plus lutter contre ses armes. Cette conduite avec un ennemi aussi insolent qu'invétéré, serait un aveu de faiblesse, absolument indigne d'un véritable Anglais. Elle nous ravalerait au dessous de nos ennemis même. La Convention Nationale a-t-elle montré une semblable pusillanimité, lorsque la Confédération coalisée contre elle paraissait le plus puissante, que les frontières Françaises étaient envahies, et que la force de nos armes les pressait sur tous les points ? Non, certes ; loin de s'avilir par aucun langage déshonorant, ils n'ont rien changé à leur ton impérieux, ils n'ont jamais demandé la paix ; et l'on voudrait que nous fissions ce qu'ils auraient rougi de faire !

Je viens de voir des membres qui dans le principe ont regardé ainsi que nous cette guerre comme aussi juste que nécessaire, et qui maintenant croient que le moment est arrivé d'offrir des conditions de paix. Je ne fais pas comment cette guerre juste et nécessaire il y a un an, a pu cesser si vite de l'être. Mon honorable ami propose cependant de ne consentir qu'à une paix sûre et honorable, et reconnaît au même instant que dans les circonstances actuelles, il ne peut point y avoir de paix sûre ; car il dit que nous la rendrons telle en nous tenant toujours sur nos gardes, et préparés à la guerre. Je ne puis admettre avec lui que les dangers de la paix soient moindres que ceux de la guerre, puisque cette paix nous obligerait à rester constamment armés, et pourrait être violée d'un moment à l'autre. Ce serait une guerre mal déguisée, et guerre pour guerre, le certain est préférable à l'incertitude.

Un des autres argumens dont on se sert en faveur de la paix, c'est que la guerre a été malheureuse. J'en conviens ; cependant je prétends qu'elle n'a été malheureuse que relativement aux desirs, aux espérances et à la force de la confédération. Elle a manqué par les fautes de quelques uns des alliés, pour l'honneur desquels j'espère pourtant que les exemples seront rares ; mais on ne peut dire que cette guerre ait été malheureuse pour ce pays-ci, lorsqu'on la comparera aux guerres antérieures, et surtout aux guerres continentales dans lesquelles ce pays-ci s'est trouvé engagé. Consultez l'histoire de nos guerres contre Louis XIV., qui continuèrent presque sans interruption, vingt ans après la Révolution de 1688. En bien, nos alliés et nous, éprouvâmes de bien plus grands malheurs encore dans ces guerres, et cependant à force de persévérance et d'ardeur, nous finîmes par triompher. Tout ce que l'on peut dire avec vérité de l'état actuel des choses

choses, c'est que nous n'avons eu qu'un succès négatif. Enfin, si l'ennemi a envahi une portion du territoire de nos alliés, nous avons de notre côté dans nos mains, des possessions à eux, qui au moins rendent la guerre fructueuse pour nous individuellement, si elle a été malheureuse relativement à son principal objet.

Une circonstance qui me paraît extrêmement dangereuse, et dont je vois un symptôme allarmant dans les discours des membres qui ont parlé en faveur de l'amendement, c'est que je vois qu'ils tendent, ces discours, à rendre la nation infidèle à elle-même, à l'empêcher de se réunir du cœur et des bras pour mettre fin à cette guerre, ainsi que nous l'avons toujours vu faire dans des crises bien moins formidables. Cette insouciance me paraît remonter à plusieurs causes. La Révolution Française, dans ses commencemens, a été vue favorablement par le peuple de ce pays-ci. Nous l'avons tous envisagée comme l'effort vertueux d'une grande nation pour corriger les abus de son gouvernement ; en notre qualité d'amis de la liberté nous l'avons regardée avec indulgence, et quoique nous y vissions des choses qu'il nous était impossible d'approuver, cependant nous prétendions toujours que ce ne serait qu'un mal passager, d'où il résulterait un bien permanent. Cependant nous ne manquions pas dès-lors d'hommes à grands talens et à grandes vues, pour nous avertir des conséquences inévitables des principes de cette révolution. Un très honorable personnage (*M. Burke*) que je regrette beaucoup de ne plus voir siéger dans cette chambre, a, dans un ouvrage célèbre que je conseille de relire encore une fois, prédit tous les maux qui devaient résulter de la doctrine de la liberté, de l'égalité, et des droits de l'homme. Il ne fut pas cru alors ; mais le temps a prouvé qu'il n'avait que trop raison. Il est encore arrivé que ceux qui aimaient la Révolution Française dans son commencement, n'ont pas pu détacher aussitôt leurs affections d'un système qu'ils voyaient pourtant ne conduire qu'au massacre et à la ruine. Les imaginations du peuple continuèrent d'être séduites, par un parti nombreux et actif en ce pays-ci, infecté, jusqu'à la moëlle, des principes français, et déterminé à subvertir la constitution Britannique. Des sociétés formées par ce parti, ont propagé des doctrines hostiles aux intérêts de ce pays-ci. Mais on a dit que des membres des ces sociétés avaient été acquittés par le verdict d'un jury, et des membres ont parlé avec exultation de leur innocence. Je leur souhaite beaucoup de plaisir de l'innocence d'un *faux acquitté*.

(Ici *M. Wyndham* fut rappelé à l'ordre par un membre qui lui dit qu'il ne pouvait entendre sans indignation, l'épithète de *fêlon* appliquée à un homme acquitté par le verdict d'un jury. *M. Wyndham* répondit que le mot *fêlon* s'appliquait à tous ceux qui avaient été jugés à Old Bailey, et qui après avoir été dans les fers, avaient pu être ensuite blanchis et élargis. Il dit qu'il n'avait point eu intention d'avilir le verdict d'un jury, mais que l'acquittement des personnes jugées dernièrement pour cause de haute trahison, pouvait prouver qu'il n'y avait point d'évidence légale contre eux, mais non pas qu'ils ne fussent moralement coupables ; que quant à lui, la procédure lui avait suffisamment démontré qu'il y avait eu une conspiration tendante à détruire la constitution, &c.)

..... Pour revenir à ce que je disais, continua-t'il, l'esprit du peuple a été agité par un parti appuyé de quelques personnes de haute volée, qui pour favoriser des vues particulières, consentaient à recevoir l'appui de gens au dessous d'eux, et faisaient cause commune avec eux, sans prévoir qu'ils n'auraient pas été long tems à s'en repentir. La révolution Française éblouit tout le monde, parce qu'elle ne parlait d'abord que de paix au dehors, et de concorde au dedans. Tous les hommes devaient être égaux ; la misère devait disparaître de la société ; les prisons allaient être inutiles ; chacun devait être habile et heureux, et les jours de Saturne et de Rhée allaient renaître. Lorsqu'en place de cette union et de cette concorde, on n'a vu que guerre et désolation au dehors, que désolation, tyrannie et meurtres dans l'intérieur, il a encore resté un tas d'hommes stupides qui n'ont pas voulu voir les choses, et qui ne se sont ressouvenus que des mots de liberté et d'humanité. Voilà les grands malheurs ; ce sont, cet aveuglement, cet abus des expressions, ce renversement des idées, qui enchainent nos opérations, et sont la cause du peu de zèle pour la poursuite de la guerre. Voilà ce qui nous a faussement fait croire que nous n'avions pas le droit de nous interposer dans les affaires d'un autre gouvernement, et ce qui nous a empêché malheureusement de le faire plutôt, lorsque notre sécurité l'exigeait. Cependant *Vattel*, dans ses écrits sur le droit des gens, ne balance pas à dire que s'il est un peuple d'une disposition inquiète et remuante, qui veuille susciter des troubles domestiques chez les nations voisines, alors les autres peuples ont le droit de se réunir et de le reprimer, de manière à ce qu'il ne puisse plus les troubler.

Ce n'est point par le territoire, ni par le commerce perdu ou acquis, que l'on doit juger les avantages et les désavantages de la guerre et de la paix. Aucune nation ne peut dire : Soyons déshonorés, pourvu que nous

F

soyons

soyons riches ; car alors, il ne lui reste aucune sécurité pour la jouissance de ses richesses. Lorsque nous recevons un conseil, nous devons considérer deux choses ; l'avis en lui même, et celui qui le donne. Déformais, l'approbation ou la désapprobation de la révolution Française, doivent marquer et distinguer le caractère politique des hommes. Ce sont deux extrêmes inconciliables, et ce qui est bon pour l'un, ne peut pas l'être pour l'autre. Lors donc qu'un homme m'offre son conseil, je lui demande d'abord, à laquelle de ces deux classes il appartient, et si je trouve que nous différons sur le premier point, sur l'article essentiel, alors je lui réponds ; allez, gardez votre avis, il peut être bon pour vous, mais il ne l'est point pour moi. J'espère qu'à l'avenir, le peuple de ce pays-cy fera la même distinction que moi.

Les grands hommes que ce pays-ci a produits, ont toujours possédé un sentiment de jalousie contre la France. Comment se fait-il que leurs descendans trouvent aujourd'hui qu'il n'y a de sécurité pour nous qu'en faisant la paix avec elle ? Comment espèrent-ils que nous pourrions nous retirer de la coalition, sans manquer autant à nos Alliés qu'à nous mêmes. Si nous avouons que nous ne pouvons soutenir la contestation, alors les Français ne seront-ils pas autorisés à se dire ; eh bien, abymons, pillons et ruinons, tandis qu'il est en notre pouvoir, cette insolente et orgueilleuse rivale ? A-t-il jamais existé un semblable déshonneur ? Voilà ce que je pense qu'ils feraient : la Chambre doit être aussi de la même opinion ; et d'après cela, de quel œil doit-elle voir les raisonnemens de ceux qui ont d'abord regardé la guerre comme juste et nécessaire, et qui aujourd'hui croient pouvoir changer d'avis ? L'honorable Membre est un de ceux qui ont contribué à embarquer leur pays dans cette guerre. Est-il décent de chercher maintenant à la lui faire cesser, pour quelques désastres accidentels et momentanés ? D'où a-t-il emprunté l'idée que la coalition était rompue ? (*Ici M. Wilberforce dit, du discours du Roi*). Le discours de S. M. nous a, à la vérité, informés qu'un membre de la confédération était entré en négociations pour la paix avec l'ennemi commun. Mais quoique cela soit, et en supposant même que les négociations réussissent, il ne s'ensuivrait pas que l'Angleterre restera seule pour faire tête à cet ennemi. Et quand bien même la coalition serait dissoute, depuis quel tems commence-t-on donc à croire en Angleterre, que ce pays-ci n'est pas capable de lutter avec la France ? Il y a un grand, un immense nombre de Français bien intentionnés, et certes, il n'y a aucune raison de croire

croire que notre probabilité de coopérer avec eux, soit moindre qu'à aucune époque antérieure.

J'entens beaucoup parler de la constitution et du gouvernement Français, sans que qui que ce soit ait encore pu définir ce que c'était. Je ne puis les comparer qu'aux changemens perpétuels de décorations dans une pantomime. On n'y voit qu'une variation continuelle de partis qui se succèdent les uns aux autres, et tous par des moyens violens. Que l'on ne croie pas qu'il nous suffît de demander la paix pour l'obtenir ; et si nous l'obtenions, quel serait l'état de l'Angleterre ? Les communications étant ouvertes entre les deux pays, les Français nous vomiraient ici leurs émissaires, ainsi que les Anglais infectés de leurs principes, que nous avons au moins à présent la faculté d'exclure de notre sein, et ils diffuseraient leurs abominables maximes parmi le peuple. Dans quelles vues viendraient-ils ? Dans les vues qu'expriment si bien les chansons, chantées dans ces sociétés que l'on dit si innocentes, et dont voici un couplet dont je me rappelle :

Voilà les Français qui viennent !
 Enfans, armons nous.
 C'est pour nous aider qu'ils viennent ;
 Frappons les grands coups, &c.

*They come, they come, the myriads come
 From Gallia to invade us :
 Raise, raise the pike, beat the drum ;
 They come like friends to aid us.
 The trembling tyrants fly, &c. &c.*

Par le mot *tyrans*, on comprenait sans doute tous les gens à propriété et en place, qui ont des tables et des maisons somptueuses ; si ces *myriades* venaient, elles iraient demander à ces tyrans, de quel droit ils possèdent toutes les commodités de la vie, et elles les en dépouilleraient au nom des droits de l'homme. Elles iraient parmi les pauvres et les manufacturiers, leur enseigner la doctrine de l'égalité, leur indiquer les palais dorés du riche, et lui conseiller de les démolir pour l'avantage du peuple. C'est une grande vérité politique, que le pauvre est aussi intéressé que le riche au maintien de la propriété ; mais peut-on espérer de faire sentir une pareille abstraction à un homme qui, toujours près du besoin, est toujours prêt à en écouter la voix.

Quant à la guerre, nous n'avons aucune raison de nous décourager. Les dépenses qu'elle occasionne, quoique excédant toutes celles des époques

précédentes, sont pourtant si légères qu'on les supporte sans s'en apercevoir. Est-il une seule personne dans la Chambre qui s'en soit ressenti ? Est-il un seul des membres qui nous parlent le plus de la misère du pauvre, qui ait retranché pour elles un seul plat de la table ; et quand le riche ne souffre point, y a-t-il augmentation de souffrances pour le pauvre ?

On a dit que la guerre que nous faisons était une guerre de despotes, et que la cause des Français étant celle de la liberté, les rendait invincibles ; mais outre que nous sommes aussi aptes que qui que ce soit, à faire la distinction entre la cause de la liberté et celle du despotisme, dans quel lieu, dans quel tems a-t-on vu, soit dans les plaines de Flandres, ou dans les colonies, sur mer ou sur terre, nos troupes inférieures en valeur aux Français, à force égale. L'affaire de Lincelles, les actions particulières de *Sir Edw. Pellow*, de *Sir James Saumarez*, ainsi que de plusieurs autres, et par dessus tout, la glorieuse affaire du 1^{er} Juin, ne nous rendent-elles pas un témoignage éclatant ? J'en appelle même à l'honorable membre en face de moi (*M. Grey*), dont le père a joué un rôle si distingué dans les Indes Occidentales. Les émigrés Français à notre service, n'ont-ils pas montré dans toutes les occasions, une valeur et une persévérance qui ne sont point au dessous de celles de leurs orgueilleux compatriotes, contre lesquels ils ont été réduits à la nécessité de prendre les armes ? L'ennemi nous donne un exemple de courage et de confiance digne d'être imité. Je rends cette justice à ce tas d'êtres que je regarde comme au dessous des hommes. Imitons au moins leur énergie. Soyons pour la cause de notre patrie et de l'honneur, ce qu'ils sont pour la plus criminelle des causes. Il est vrai que ce Pandémonium a un grand avantage sur nous, il n'a point une législature dont quelques membres osent lui dire qu'il n'est pas de force à se mesurer avec ses ennemis. Imitons donc leur zèle et leur vigueur, et que la Chambre, pénétrée de l'importance de continuer la guerre, n'oublie pas cet avis que nous donnait le Roi Guillaume, après une campagne malheureuse ; qu'en persévérant, et en déployant le caractère patient des Anglais, nous devons espérer de conserver notre religion, notre liberté, et notre constitution.

M. Banks parla en faveur de l'amendement. Il dit que quoi qu'il eût voté l'année d'auparavant en faveur de la guerre, cependant comme les événements lui prouvaient qu'il n'était pas possible de détruire le gouvernement républicain, il n'était pas prudent de s'exposer aux plus
grands

grands malheurs pour un objet impraticable. D'ailleurs il était très certain que l'une des puissances de la confédération s'en retirait, qu'il était douteux qu'on put en conserver une autre, même en l'achetant, et l'on ne devait point s'attendre gratuitement au concours de l'Empereur. Il croyait en conséquence que l'on ne devait nullement se mêler de leur affaires intérieures, et qu'il fallait leur faire des propositions de paix.

M. Burton vota pour l'adresse, en disant que comme il s'agissait de l'honneur et de la sécurité de la Grande Bretagne, il consacrerait à la continuation de la guerre son dernier shelling et la dernière goutte de son sang, plutôt que de se soumettre à demander la paix aux meneurs actuels. Tous les raisonnemens qu'on avait faits contre la guerre, lui paraissaient d'autant plus dangereux qu'on les lirait sans doute avec acclamation dans la Convention, &c.

Sir Richard Hill après avoir appuyé le parti du ministère, dit qu'il croyait que le moment était arrivé de voter pour la paix ; que les ministres avaient bien mérité de la patrie, tant pour leurs soins intérieurs que pour leurs efforts au dehors, mais qu'ils avaient été malheureux dans leurs entreprises, qu'ainsi il fallait en finir, puisque la continuation du même système ne ferait que consommer la ruine de l'Angleterre, sans espoir de succès. Après avoir séduit ou soudoyé quelques rois et quelques puissances, il n'y avait eu que la Grande Bretagne fidèle à ses engagemens, et tous ses Alliés avaient misérablement échoué. En conséquence, il était d'avis qu'il ne fallait plus se mêler des affaires du Continent, au contraire en retirer ses troupes, et se fier uniquement aux murailles flottantes d'Albion, pour la défense de la patrie.

Discours de M. Pitt.

M. Pitt. Quoique j'eusse fort désiré entendre ce que pourront dire les membres qui siegent vis à vis moi, de l'autre côté de cette Chambre, une indisposition que j'éprouve actuellement ne me permettrait pas de parler plus tard. J'espère que la Chambre voudra bien m'accorder son indulgence.

Je déclare que depuis que j'ai l'honneur de siéger ici, je ne me suis jamais levé pour prendre la parole, avec plus d'anxiété que je ne le fais aujourd'hui, en voyant la différence de sentimens de quelques uns de mes honorables amis, de qui je m'y serais moins attendu. *M. Wilberforce* a dit qu'il ne voterait point pour l'adresse telle qu'elle était, dans la persuasion que quiconque y adhérerait, s'engageait de ne pas négocier avec un gouvernement républicain. Quant à moi, je voterai pour
l'adresse

l'adresse, sans me croire pour cela engagé à un tel point. Je crois en outre qu'il est toujours impossible de traiter avec aucune sécurité avec le gouvernement actuel de France, si toutefois on peut l'appeler ainsi, et que ce gouvernement n'est point dans une situation à nous contraindre d'adopter une semblable mesure. Si la Chambre partageait ce sentiment de désespoir de mon honorable ami, alors véritablement je croirais qu'il n'y aurait plus de chance de succès pour nous. Mais s'il arrive quelque circonstance bien urgente et bien impérative dans la continuation de la guerre, je ne vois pas comment on s'engagerait, en votant pour l'adresse, à ne pas céder à une telle circonstance, si jamais elle se présentait. Je puis fort bien supposer, même en France, la possibilité d'une république avec laquelle un traité raisonnable pourrait être conclu ; mais, comme matière d'opinion, je dirai toujours qu'avec les meneurs actuels, toute négociation sûre ou satisfaisante est fort peu probable. Je répéterai même ce que j'ai toujours pensé, que l'ancienne forme de gouvernement de la France, ou tout gouvernement monarchique me paraissait offrir le plus de sécurité pour traiter, et que je le préférerais à tout autre ; mais que si un tel gouvernement ne se rétablit point en France, une autre forme ne sera point une objection insurmontable.

Mon Honorable Ami a reconnu que les fondemens sur lesquels la guerre a été commencée avec la concurrence unanime de la Chambre, restent toujours les mêmes ; qu'elle est toujours juste et nécessaire, ainsi qu'il l'avait envisagée lui même, après y avoir sans doute mûrement et longuement réfléchi ; et maintenant il déclare que le moment est arrivé de traiter avec les Français ! J'avoue que j'ai été surpris de le voir faiblir aujourd'hui, ainsi que quelques anciens amis sur les considérations qui nous ont engagé dans cette guerre, eux qui témoignèrent d'abord des sentimens si prononcés à ce sujet ; eux qui répétaient avec toute la Chambre, dans les adresses qu'elle sanctionnait, que le motif de la guerre était la conservation de l'ordre, de l'humanité et de la religion, contre les efforts de l'anarchie ; de la cruauté et de l'impiété, contre un gouvernement qui s'est déclaré ennemi de toute religion révélée, et naturelle, et même de la tolérance. Avant de traiter de la paix avec un tel gouvernement, nous devons être au moins plus convaincus que nous ne le sommes, que nous avons épuisé toutes nos ressources et toutes nos espérances. Quant à moi, je n'hésite point à le dire, si le génie du mal doit l'emporter, si un pareil système doit triompher de tout

tout ordre, et de tout ce qui est cher et précieux à l'homme, j'ai pris ma résolution, je l'attens de pied ferme pour lutter corps à corps contre lui. Aussi long tems que j'aurai l'espoir de lui tenir tête avec succès, je ne me laisserai jamais aller aux suggestions de la terreur. Si je dois me soumettre, ce sera à un danger réel, et non point à un danger présumé, non à une application vague de principes théoriques, mais à l'impossibilité physique d'agir plus long tems ; et si enfin il faut que je succombe dans cette lutte, j'ai au moins déjà corroboré mon ame contre ce moment suprême ; aucun souvenir rétrograde ne viendra repandre de l'amertume sur ma pensée, et je m'écrierai encore

Potuit quod plurima virtus

Esse, fuit : toto certatum est corpore regni.

Je demande pardon à la Chambre si je m'explique avec plus d'émotion qu'à l'ordinaire, on fait que je suis peu accoutumé à faire entendre ici le langage des passions ; mais la position où je me trouve, ainsi abandonné des personnes avec qui j'étais si accoutumé de m'accorder autre fois, doit excuser la chaleur du sentiment qui m'anime.

La question qui est soumise à la discussion, est maintenant de savoir en peu de mots ; si dans l'état actuel des choses, il y a plus de danger à continuer la guerre qu'à faire la paix. Examinons d'abord ce que c'est que le gouvernement Français, si toutefois ce n'est pas prostituer un tel titre que de l'appliquer à une scène où les objets changent continuellement. Depuis la chute de Robespierre, le parti des modérés a été à la tête de ce gouvernement. Mais on doit se rappeler qu'on avait imaginé il y a deux ans une constitution républicaine qui fut mise à l'écart et remplacée par le gouvernement révolutionnaire, et que le gouvernement actuel a conservé cet ordre révolutionnaire. On nous dit qu'ils font un usage beaucoup plus mitigé que leurs prédécesseurs, de leur puissance ; cela peut être, mais cette modération n'est qu'une chose relative, car ils sont modérés comparativement à Robespierre, mais non point à Brissot qui nous déclara la guerre. Cette comparaison nous servira à apprécier la confiance que nous devons avoir dans cette prétendue modération, en traitant de la paix. Ils ont conservé un gouvernement fondé, sur la liberté, l'égalité, et les droits de l'homme, gouvernement dont les principes sont incompatibles avec les droits de tous les gouvernemens établis en Europe. Ici, qu'il me soit permis d'observer à notre gloire, que l'expérience a démontré que ces principes

peu si spécieux, si beaux en apparence, n'ont produit dans la pratique que des violences intolérables, tandis que notre heureuse constitution qui ne se vante point d'une perfection théorique, possède néanmoins dans son exercice tout ce que l'on peut désirer. Les principes du gouvernement Français sont, que tous les autres gouvernemens sont fondés sur des abus et des usurpations ; cela forme une partie essentielle de la croyance politique des Français. Cette croyance est devenue le symbole d'une espèce de secte politique, qui semblable à certaines sectes religieuses, s'allume par le fanatisme, s'alimente par la superstition, et se propage par le prosélitisme. Croira-t-on qu'en quelques mois, ils auront perdu le désir qu'ils ont montré pendant si long tems de propager leur système dans les autres pays ? et pouvons-nous raisonnablement supposer qu'ils ne se livreront pas à leur manie favorite, dès qu'ils en auront l'occasion et les moyens ?

La paix ne peut être à désirer que par les Français, pour deux raisons. La première, que la nécessité et l'état de leurs affaires les y obligent ; et secondement, que l'intervalle de la paix leur fournira le tems, et l'occasion de réparer leur épuisement. Dans de pareilles circonstances, quelle sera notre perspective, étant en paix avec eux ? Aurons-nous quelque raison d'attendre d'une pareille paix des relations amicales, un commerce loyal et réciproquement utile ? Non : nous n'en retirerons aucun avantage pour l'économie publique ; nous ne pourrons ni licencier nos armées, ni désarmer nos flottes, ni mettre fin à nos lois sur la correspondance illicite, ni à toutes les mesures que nous avons été obligés de prendre pour assurer l'ordre et la tranquillité. Je crois bien que les membres qui dans le commencement de cette séance, ont émis si franchement leur opinion sur les derniers procès, et qui ont supposé tous nos compatriotes si purs, qu'ils ne pensaient pas qu'il put y en avoir un seul infecté des principes Jacobins, ne prévoient pas le moindre danger d'une alliance avec la France, et regardent même d'avance avec plaisir les suites d'une telle mesure. Mais il n'en est pas ainsi, ni de mes amis, ni de moi. Nous avons toujours cru que, même dans ce cas, il serait nécessaire de redoubler de précautions pour conserver la dignité de la Couronne, et la tranquillité du pays. Voilà donc ce qui résulterait d'une paix avec cet ennemi enragé. Il n'y aurait confiance ni d'un côté ni de l'autre ; il n'existerait entre nous qu'un état de jalousie et de soupçon ; il faudrait rester constamment armés ! Je ne parle point ici de cette politique

tique étroite et dangereuse, qui, pour se garantir d'un désavantage actuel, court les risques d'un plus grand mal ; et qui, pour se préserver d'un inconvénient momentané, expose les intérêts de la postérité, et toutes les considérations pour lesquelles les hommes doivent être préparés à hazarder leurs vies. Or, supposez maintenant qu'une rupture, ainsi qu'il y en a l'apparence, suive de près la conclusion d'une paix, dans quelle position vous trouveriez-vous placés pour rengager la contestation ? Vous auriez mis fin à cette étonnante structure de votre force, qu'il vous a fallu deux ans pour élever au point où elle est arrivée après tant de difficulté, et qu'il vous faudrait encore plus de deux ans pour rétablir. De son côté, l'ennemi qui aurait trouvé qu'il lui est aussi impossible de congédier ses troupes, que vous, vous auriez trouvé de nécessité à le faire, recommencerait avec des forces gigantesques en comparaison aux autres, et des forces qui seraient augmentées encore de toutes les dispositions que vous auriez témoigné pour la paix, et du repos que leur aurait procuré cette suspension d'armes.

Quelle serait alors votre position ? On vous a dit que vous seriez obligés de continuer la guerre sans aucun allié. Eh bien ! ce sont les débats de ce soir qui décideront peut-être votre situation future, vis-à-vis vos alliés actuels. Si vous ne proclamez pas votre faiblesse, si vous ne renoncez pas à la perspective que vous avez devant vous, vous avez encore de grandes espérances à concevoir de vous alliances en Europe. La Prusse, L'Autriche, L'Espagne, et les états d'Italie ne sont point encore réduits si bas, que l'on doive mépriser leur concours pour continuer la guerre. L'honorable membre qui a appuyé l'amendement, a dit qu'il savait tout ce que la Grande Bretagne peut, lorsqu'elle est animée. Eh, grand Dieu ! pour quelle cause voudrait-on donc tenir en réserve l'énergie nationale, si ce n'est pour la sûreté de l'Europe, et le maintien de la société ? Quelle occasion plus urgente pourrions-nous donc attendre ? Si nous tentons de dissoudre la confédération puissante avec laquelle nous sommes alliés, pouvons-nous espérer de la renouer une autrefois, à notre première requisiion ? Et dans le cas d'une rupture avec les Français, ne serions-nous pas exposés, seuls et sans espoir de secours, à toute leur furie ?

Ce n'est pas là encore la seule objection à ce que nous cessions la guerre, dans la circonstance actuelle. On voudrait nous porter à cette

G

mesure,

mesure, au moment où toutes les ressources ordinaires et extraordinaires qui ont fait le succès des Français, approchent de leur fin. Faire la paix aujourd'hui avec la France, ce serait lui fournir le tems et les moyens de renouveler ses ressources, et de se fournir de tout ce qui lui manque, pour renouveler ses déprédations à nos dépens. Envisagée sous ces points de vue, la question de la continuation de la guerre actuelle, paraît devoir être résolue, car malgré les probabilités du danger actuel, la paix en présente encore davantage.

La seule réponse raisonnable qu'on l'on puisse faire à ces objections, est que l'on espère qu'en faisant la paix avec la France, le système actuel de destruction et de pillage n'y subsistera plus, et que naturellement la France adoptera un mode quelconque de gouvernement régulier. On avait déjà dit que ce système féroce, n'avait eu lieu qu'à cause de la pression des étrangers sur la France ; et que cette pression ne subsistant plus, tout cet édifice de violences tomberait nécessairement en pièces. Mais que résulterait-il pour nous, s'il en arrivait tout autrement ? Et si la paix, au lieu de tendre à former une République organisée, ne finissait que par établir un despotisme encore plus violent que celui qui existe maintenant ? Quand on nous dit que la paix renverserait le gouvernement actuel, la proposition n'est pas claire du tout. Il y a beaucoup plus de probabilité que les personnes qui sont maintenant à la tête du gouvernement, auront toutes sortes de raisons pour continuer leurs mesures actuelles, afin de conserver leur pouvoir ; car on ne peut se dissimuler que la conservation de leurs vies dépend de la continuation de leur autorité ; de sorte qu'à l'aiguillon naturel de l'ambition se joindra encore chez eux l'intérêt de leur conservation. Obligés de rappeler des frontières de puissantes armées, les soldats dont elles sont composées, se contenteraient-ils, après avoir goûté du pillage, et de la licence des camps, de retourner aux occupations paisibles de l'agriculture et de l'industrie ? Ne seraient-ils pas obligés de leur chercher quelque occupation qui put tenir en haleine cet esprit turbulent et entreprenant ? Et quelle serait naturellement cette occupation ? Ils les employeraient à anéantir tous les restes de courage, de loyauté, et de piété qui brillent encore en France ; à éteindre totalement ce brave et malheureux parti, de la coopération duquel nous pouvons nous promettre de tirer avantage, à [quelque époque future. Que peut-on attendre autre chose de ces modérés, qui, tout en prenant ce titre, n'ont fait que succéder à Robespierre, et s'asseoir sur un nouveau

véau trône de terreur? Ainsi la paix proposée pour la sécurité, n'aboutirait en dernière analyse qu'à sumenter l'œuvre de la destruction.

Ce n'est là cependant qu'une petite partie des objections qu'on pourrait faire contre la paix dans les circonstances présentes. Ceux des membres qui ont appuyé l'amendement, n'ont point encore dit quelle sorte de paix ils proposent de faire, et j'avais quelque droit de m'attendre qu'en demandant mon acquiescement à leurs désirs, ils auraient au moins été prêts à me dire quelles conditions de paix ils consentaient à signer. Car enfin, dans le moment actuel, une proposition de paix de notre part serait un symptôme de crainte, un signal de désespoir, et un abandon gratuit de tout sentiment d'honneur. Si nous faisons la paix, en laissant les Pays-Bas Autrichiens dans la possession des Français, quelle en serait la conséquence? Peu de mois après, ils se réempareraient encore de la Hollande, et nous serions encore obligés de tirer l'épée, avec bien plus de désavantage que nous n'en avons aujourd'hui à continuer la guerre. Je ne crains pas d'affirmer, quoique cela puisse paraître un paradoxe, que la seule sécurité pour la Hollande à présent, en supposant même qu'elle termine sa paix avec la France, viendra de la circonstance qui nous fait continuer la guerre.

Tous ceux qui examinent la marche de la Convention, ont dû voir que sa politique dans toutes les occasions, était de conserver son système arrogant et menaçant, et d'affecter un ton de supériorité sur toutes les autres nations. C'est par ce moyen surtout qu'elle a alimenté parmi le peuple cet esprit d'enthousiasme qui lui a permis de faire des efforts si extraordinaires, et sur lequel elle compte pour la continuation de son pouvoir. Il serait impossible de proposer la paix, sans reconnaître implicitement cette supériorité des Français, objet de leur jactance; adopter le langage de la pacification, ce serait leur accorder leurs prétentions, et faire l'aveu de notre propre honte. Serai-ent-ils disposés alors à traiter avec vous d'égal à égal, ou ne seriez-vous pas obligés d'accepter les conditions qu'il leur plairait de vous imposer? L'honorable Baronet (*Sir Richard Hill*) que je respecte infiniment a cité un décret, de la Convention, que dans la dernière session, il nous a dit l'avoir déterminé à voter pour la guerre. Ce décret est celui du 13 Avril 1793; on y déclare traître à la patrie tout homme qui proposera la paix avec les puissances belligérantes sur un autre pié que sur la reconnaissance de la République Française, d'après les principes de la liberté et de l'égalité, fondés sur les droits inaliénables

mesure, au moment où toutes les ressources ordinaires et extraordinaires qui ont fait le succès des Français, approchent de leur fin. Faire la paix aujourd'hui avec la France, ce serait lui fournir le tems et les moyens de renouveler ses ressources, et de se fournir de tout ce qui lui manque, pour renouveler ses déprédations à nos dépens. Envisagée sous ces points de vue, la question de la continuation de la guerre actuelle, paraît devoir être résolue, car malgré les probabilités du danger actuel, la paix en présente encore davantage.

La seule réponse raisonnable qu'on l'on puisse faire à ces objections, est que l'on espère qu'en faisant la paix avec la France, le système actuel de destruction et de pillage n'y subsistera plus, et que naturellement la France adoptera un mode quelconque de gouvernement régulier. On avait déjà dit que ce système féroce, n'avait eu lieu qu'à cause de la pression des étrangers sur la France ; et que cette pression ne subsistant plus, tout cet édifice de violences tomberait nécessairement en pièces. Mais que résulterait-il pour nous, s'il en arrivait tout autrement ? Et si la paix, au lieu de tendre à former une République organisée, ne finissait que par établir un despotisme encore plus violent que celui qui existe maintenant ? Quand on nous dit que la paix renverserait le gouvernement actuel, la proposition n'est pas claire du tout. Il y a beaucoup plus de probabilité que les personnes qui sont maintenant à la tête du gouvernement, auront toutes sortes de raisons pour continuer leurs mesures actuelles, afin de conserver leur pouvoir ; car on ne peut se dissimuler que la conservation de leurs vies dépend de la continuation de leur autorité ; de sorte qu'à l'aiguillon naturel de l'ambition se joindra encore chez eux l'intérêt de leur conservation. Obligés de rappeler des frontières de puissantes armées, les soldats dont elles sont composées, se contenteraient-ils, après avoir goûté du pillage, et de la licence des camps, de retourner aux occupations paisibles de l'agriculture et de l'industrie ? Ne seraient-ils pas obligés de leur chercher quelque occupation qui put tenir en haleine cet esprit turbulent et entreprenant ? Et quelle serait naturellement cette occupation ? Ils les employeraient à anéantir tous les restes de courage, de loyauté, et de piété qui brillent encore en France ; à éteindre totalement ce brave et malheureux parti, de la coopération duquel nous pouvons nous promettre de tirer avantage, à quelque époque future. Que peut-on attendre autre chose de ces modérés, qui, tout en prenant ce titre, n'ont fait que succéder à Robespierre, et s'asseoir sur un nou-

veau trône de terreur ? Ainsi la paix proposée pour la sécurité, n'aboutirait en dernière analyse qu'à sement l'œuvre de la destruction.

Ce n'est là cependant qu'une petite partie des objections qu'on pourrait faire contre la paix dans les circonstances présentes. Ceux des membres qui ont appuyé l'amendement, n'ont point encore dit quelle sorte de paix ils proposent de faire, et j'avais quelque droit de m'attendre qu'en demandant mon acquiescement à leurs desirs, ils auraient au moins été prêts à me dire quelles conditions de paix ils consentaient à signer. Car enfin, dans le moment actuel, une proposition de paix de notre part serait un symptôme de crainte, un signal de désespoir, et un abandon gratuit de tout sentiment d'honneur. Si nous faisons la paix, en laissant les Pays-Bas Autrichiens dans la possession des Français, quelle en serait la conséquence ? Peu de mois après, ils se réempareraient encore de la Hollande, et nous serions encore obligés de tirer l'épée, avec bien plus de désavantage que nous n'en avons aujourd'hui à continuer la guerre. Je ne crains pas d'affirmer, quoique cela puisse paraître un paradoxe, que la seule sécurité pour la Hollande à présent, en supposant même qu'elle termine sa paix avec la France, viendra de la circonstance qui nous fait continuer la guerre.

Tous ceux qui examinent la marche de la Convention, ont dû voir que sa politique dans toutes les occasions, était de conserver son système arrogant et menaçant, et d'affecter un ton de supériorité sur toutes les autres nations. C'est par ce moyen surtout qu'elle a alimenté parmi le peuple cet esprit d'enthousiasme qui lui a permis de faire des efforts si extraordinaires, et sur lequel elle compte pour la continuation de son pouvoir. Il serait impossible de proposer la paix, sans reconnaître implicitement cette supériorité des Français, objet de leur jactance ; adopter le langage de la pacification, ce serait leur accorder leurs prétentions, et faire l'aveu de notre propre honte. Serai-ent-ils disposés alors à traiter avec vous d'égal à égal, ou ne seriez-vous pas obligés d'accepter les conditions qu'il leur plairait de vous imposer ? L'honorable Baronet (*Sir Richard Hill*) que je respecte infiniment a cité un décret, de la Convention, que dans la dernière session, il nous a dit l'avoir déterminé à voter pour la guerre. Ce décret est celui du 13 Avril 1793 ; on y déclare traître à la patrie tout homme qui proposera la paix avec les puissances belligérantes sur un autre pié que sur la reconnaissance de la République Française, d'après les principes de la liberté et de l'égalité, fondés sur les droits inaliénables

et imprescriptibles de l'homme. Ils ne se contentent donc pas, comme on voit, d'exiger qu'on reconnaisse leur République, mais encore leurs principes ; principes hostiles envers tout gouvernement établi, principes que nous ne saurions admettre ni reconnaître, sans signer au même moment la déposition du Roi, et l'anéantissement du Parlement.

En supposant même que la paix put se faire sur le pié du *status quo*, elle ne pourrait avoir lieu avec nous en particulier, qu'autant que nous restituerions nos conquêtes dans les Indes Occidentales, conquêtes de la conservation desquelles dépendent à la fois non seulement nos espérances d'indemnité pour les dépenses de la guerre, mais encore la sécurité future de nos possessions dans cette partie du monde. En effet, voyez la scène de misère et d'horreur qui s'ensuivrait, si l'on rendait ces îles : ce serait abandonner à la furie de leurs anciens tyrans, les malheureux habitans qui ont imploré votre protection, et violer à la fois tous les principes de bonne foi et d'humanité ; mais avant même de songer à une telle restitution, il est une autre considération à peser ; c'est de savoir si vous voudriez donner aux Français une occasion de travailler dans les colonies, sur les mêmes principes qui regnent maintenant chez eux, et d'introduire en Amérique leur anarchie dont les effets sont encore plus affreux que ceux de l'esclavage. Je suis étonné que cette idée ne se soit pas présentée à l'esprit de mon Honorable Ami, *M. Wilberforce*, ainsi qu'à tous ceux qui, comme lui, ont pris tant d'intérêt au malheureux sort des esclaves. Voyez quel cercle de maux, il en proviendrait. Si jamais les principes Jacobins s'introduisent dans les colonies Françaises, nous ne pouvons point espérer que les nôtres seront à l'abri de la contagion. Si nous avons pu à peine jusqu'ici préserver de l'infection Jacobine les classes de la société sages et bien disposées de ce pays-cy, où les idées sont généralement saines, où les liens et les rapports d'amitié et d'intérêt sont réciproques, où la subordination et la discipline politique sont en quelque sorte naturelles, comment pouvoir espérer en garantir ces climats lointains ? ce serait abandonner nos colonies à toutes les horreurs de l'anarchie et de la dévastation.

Tel serait cependant l'état auquel vous vous réduiriez par une proposition de paix dans ce moment-cy. Avouant votre faiblesse et votre honte, vous seriez obligés de la demander, non seulement avec le ton,
mais

mais encore dans la posture dégradante de supplians. (*Ici M. Pitt montra la terre, d'un geste animé qui fit frémir d'indignation la chambre toute entière.*)

Je n'ai point encore osé exposer nos difficultés, en termes qui m'aient démontré la nécessité absolue d'avoir immédiatement recours à la paix. Tout ce que l'on a mis en avant de plus fort, a été le succès malheureux de la dernière campagne. Certes, je ne suis point disposé à diminuer l'étendue de nos calamités, ni à présenter une perspective agréable du succès de nos opérations. Le discours de sa Majesté parle des revers et des malheurs qu'ont éprouvés ses armées. Mais est-ce là un motif suffisant pour nous engager à cesser la guerre, et rechercher la paix ? doit-on regarder comme un argument concluant, l'énumération qui vient d'être faite de ces revers et de ces défaites, pendant la dernière campagne ? n'en est-il pas souvent arrivé autant dans des guerres antérieures dont l'objet n'était pas à beaucoup près aussi sérieux, et dont la terminaison a pourtant été heureuse ? Personne n'osera dire d'après l'expérience, que les échecs militaires, ou l'occupation d'un territoire, passé d'une partie guerroyante à l'autre, soient des motifs suffisants de découragement, ou des symptômes de succès décisifs. Si donc ce n'est pas le cas dans les guerres en général, à plus forte raison, ne l'est-ce pas dans la guerre actuelle, et surtout relativement à l'Angleterre.

On a vu que toutes les guerres modernes dépendaient pour leur résultat, de la comparaison des moyens avec lesquels les parties belligérantes combattaient. Celui qui possède le plus de ressources, finit toujours par l'emporter. La grande question maintenant entre la France et l'Angleterre, est de savoir lequel des deux pays pourra tenir le plus long tems, sous le rapport des ressources pécuniaires ? or, en ce moment, la balance des conquêtes territoriales, et des ressources de finance, est toute à notre avantage. J'irai même plus loin, car je hazarderai d'affirmer que si tout ce que l'Autriche, la Prusse et les Etats d'Italie ont perdu, était mis ensemble, cette perte ne balancerait pas l'étendue de celles que les Français ont soutenues. Quant aux ressources de la France, elles ont existé mais elles sont épuisées. Ces ressources étaient fondées sur un système universel de terreur. Ce système vient de cesser, ainsi qu'on nous l'a dit ; mais celui qui l'a remplacé, et que l'on nomme si gratuitement modération, ne servira qu'à diminuer les moyens avec lesquels le terrible ressort du plus affreux despotisme avait produit des effets si prodigieux.

Ici

Ici *M. Pitt* entra dans les détails de l'état des finances de la République, d'après les rapports même de Cambon. Il fit voir que le total des dépenses du gouvernement, depuis la révolution, s'élevait à 480 millions sterling, (11 milliards 500 millions), dont 320 (8 milliards 700 millions) avaient été employés depuis la déclaration de guerre à l'Angleterre ; il répéta que ces moyens n'avaient pu avoir lieu que par des réquisitions, des confiscations, et une émission illimitée de papier forcé, que, selon Cambon lieu-même, on ne pouvait augmenter sans ruiner l'état. Il s'étendit sur les comités révolutionnaires qui coûtaient 29 millions sterling par an. Il cita l'opinion de Tallien, que "ce n'était qu'en diminuant le nombre de leurs forces, qu'ils pourraient diminuer les dépenses publiques et soutenir le crédit national." Ce n'était que ce système de terreur, et de confiscation qui avait permis de faire ces efforts miraculeux qui avaient étonné toute l'Europe, déjoué tous les raisonnemens, &c.

Ainsi, ajouta-t'il, en récapitulant bien toutes ces circonstances, je déclare que nous avons, pour continuer la guerre, des raisons qui nous donnent, si non la certitude, du moins de bien grandes espérances de succès, pendant que la cessation nous exposerait à des malheurs indubitables. Les Français paraissent en revenir maintenant à un système plus doux, mais ce système les prive de ces grandes ressources que leur donnait la terreur. N'ayant plus la même cause, ils ne produiront plus les mêmes effets. Il ne leur sera plus possible de rendre le laboureur à l'agriculture, le négociant au commerce, le manufacturier à l'industrie. Il faudra des siècles de tranquillité pour rétablir chez eux cette aisance et ces ressources qu'ils possédaient avant la révolution. Robespierre lui-même sortirait du tombeau, il ne pourrait plus déployer l'énergie qui eut lieu sous son administration terrible ; les sources de cette énergie sont taries.

Quant à nous, comme toute la question de la guerre, se réduit à savoir si, nous aurons pour la campagne prochaine, assez de monde à mettre en campagne, pour obliger les Français aux mêmes efforts que l'année précédente ; en supposant que la Hollande nous manque, et que les circonstances soient telles que nous ne devions plus espérer d'aide de la cour de Berlin, il n'y a pas de raison de croire que l'Angleterre ne puisse, en augmentant ses forces, suppléer à cette perte, et même faire des opérations plus effectives, surtout si nous donnons une assistance pécuniaire à l'Autriche, à ses frais. Ainsi, et par le moyen de
diversions

diversions possibles en Espagne et en Italie, nous pouvons encore atteindre notre but, cet objet sacré de la guerre, *l'intérêt permanent de l'Angleterre, et la sûreté générale de l'Europe.*

M. Fox. Quelque fatiguée que la Chambre puisse être d'entendre toujours la répétition des mêmes raisonnemens d'après lesquels on nous a précipités dans une situation sans exemple, je croirais manquer à mon devoir, si je n'essayais de lui communiquer les motifs que j'ai d'appuyer l'amendement, et la nécessité où elle est de l'adopter.

On n'a pas dit un seul mot sur la conduite de la guerre : l'honorable Baronet qui a proposé l'adresse, a évité toute discussion à ce sujet, croyant, ainsi qu'il nous l'a dit, que ceux à qui elle a été confiée, *se justifieraient*, et donneraient par la suite toutes les explications nécessaires à cet égard. Le tems viendra de demander ces explications. A présent, je supplie la Chambre de considérer le tableau horrible que deux des Ministres de S.M. viennent de faire de notre situation. Que l'on se rappelle qu'ils nous ont dit que nous étions engagés, et que nous devons persévérer, dans une contestation dont l'issue n'enveloppe pas seulement notre territoire ou notre commerce, la victoire ou la défaite, dans l'acceptation ordinaire du terme, mais notre constitution, notre pays, et notre existence comme nation ! Enfin j'ai la consolation de voir que la vérité s'est fait jour dans l'esprit de quelques personnes. Ceux qui ont proposé et appuyé l'amendement, disent maintenant que la Chambre des Communes ne doit pas, par son adresse à la Couronne, s'engager à ne jamais consentir à la paix avec la France, tandis que le gouvernement Républicain actuel existera. Ce n'est point là sans doute une nouvelle doctrine, mais c'est une chose nouvelle que d'en voir la proposition faite ici. C'est la première fois que l'on nous a demandé d'assurer sa Majesté, que nous ne lui conseillerions jamais de traiter avec la République Française, et son système actuel, si ce n'est dans le cas d'une nécessité si impérieuse qu'elle ne permette aucun raisonnement. Je remercie les ministres de leur bonne foi, et de ce qu'ils nous parlent aujourd'hui sans équivoque. (*Ici M. Pitt interrompit M. Fox, pour lui observer qu'une adresse antérieure avait déjà dit la même chose.*) M. Fox lui répondit, que c'était sans doute parce qu'il détestait si fort la bonne foi, qu'il ne pouvait pas même supporter qu'on en prononçât le nom. Il ajouta que dans la rédaction de cette ancienne adresse, la construction des phrases était si équivoque, qu'il était possible aujourd'hui de leur donner le

le sens qu'il désirait, et que lui, Fox, l'avait si bien senti dans le tems qu'il avait averti d'avance de s'en défier.

M. Fox s'étendit assez longuement sur ce sens double des expressions des adresses ; il accusa le ministre d'avoir toujours employé ce ton équivoque, afin d'avoir plus de partisans. Il prétendit que cette discussion développait au moins le mystère qui faisait depuis si long tems l'objet de ses recherches, c'est-à-dire, le but de la guerre ; et qu'ainsi il était certain que ce but avait été jusqu'ici la destruction du gouvernement Français actuel.

Examinant ensuite la question sous le point de vue politique, *M. Fox* ajouta : Le discours du Roi, et l'adresse proposée, reconnaissent que nous avons éprouvé de grands malheurs dans la dernière campagne. Deux ministres sont déjà convenus que l'ennemi avait envahi des provinces, et pris plusieurs places fortes. Voilà en vérité une candeur bien étonnante ! Le renfort que l'accession de tant de nouveaux ministres a donné au cabinet, lui permet aujourd'hui de faire un semblable aveu, tandis que la vérité est que jamais dans une seule campagne, depuis les irruptions des Goths et Vandales, on n'a éprouvé d'un côté autant de revers, et de l'autre fait autant de conquêtes. Non seulement les Français ont chassé les Alliés de France, repris toutes les forteresses conquises, mais même ils sont en possession de tous les Pays-Bas Autrichiens, du Brabant Hollandais, d'une partie considérable des Provinces Unies, de toute la rive gauche du Rhin, excepté Mayence, d'une partie du Piémont, de toute la province de Navarre, d'une partie de la Biscaye et de la Catalogne. A présent les Ministres ne nient pas que les Français n'aient fait des conquêtes ! Y en a-t-il jamais eu autant de faites dans cinq campagnes, dans toute l'histoire de l'Europe moderne !

On me dira peut-être que c'est prendre le parti de l'ennemi, et jouer un rôle déloyal, que d'exagérer ainsi les succès de nos adversaires. Je répondrai que je remplis ici le rôle d'un membre honnête du corps législatif, en exposant franchement à la Chambre le tableau des malheurs où la folie, et non le hasard, nous a plongés, afin d'y apporter des remèdes convenables.

On a perdu beaucoup de tems en déclamations sur les moyens qui ont servi aux Français à produire, des effets aussi extraordinaires pendant la dernière campagne. On nous a dit que si nous étions dans la même situation qu'eux, nous devrions user des mêmes moyens, mais non pas
auparavant

auparavant, parceque nous n'avions pas à présent les mêmes motifs. Cependant la grande phrase de la cause de notre constitution, de la religion, de l'humanité, de la liberté, arrondit bien une période, et devrait produire un grand effet. Malheureusement, il est fort difficile de persuader au peuple que nous combattons pour tout cela, lorsque ceux qui le lui disent, ne le croient pas eux-mêmes. Pour moi, je ne conçois pas comment il y a des hommes qui ont assez pris sur leur caractère, pour déclarer ainsi la guerre à des principes qu'ils ont eux-mêmes nourris si long-tems, et dans lesquels ils ont entraîné tant de gens qui les applaudissaient de confiance. A les entendre tous aujourd'hui, l'on croirait qu'il n'y a aucune nation en paix avec la France, ou que s'il y en a une seule, elle est déjà perdue. Cependant la Suede, le Danemark, et même Genes, sont-ils en état d'anarchie, pour être en paix avec la France ? L'Amérique y est-elle ; elle dont la glorieuse constitution est fondée sur les droits de l'homme ? Il n'en est rien. Les relations de France avec l'Amérique sont continuelles et fort étendues. En Amérique, plus qu'en aucun autre pays, les principes Français ont dû trouver un sol propre à les féconder ; cependant l'Amérique loin de périliter et d'effrayer les autres nations, vient de conclure avec nous un traité d'amitié et de commerce, traité que la saine politique aurait dû dicter bien plutôt aux Ministres, s'il ne leur avait été commandé par les embarras où ils se trouvent, plutôt que par la sagesse. Pourquoi donc serions-nous si effrayés de faire la paix avec la France, lorsque nous voyons des nations étrangères n'en éprouver aucunes conséquences funestes ? C'est que lorsque des hommes tiennent à certaines théories, ils ferment les yeux aux faits les plus clairs. Voilà cinq ans et demi que dure la Révolution Française ; c'est dans la sixième année que l'on nous dit que si nous devions faire la paix avec la France, ses terribles principes viendraient repandre l'anarchie, le vol, et le carnage non seulement sur notre territoire, mais encore sur le globe entier. Cependant, quoique les succès des Français aient été si brillans, et le Chancelier de l'Echiquier sait mieux que personne combien le succès en impose au commun des hommes, nous ne connaissons pas un seul pays, excepté la petite République de Geneve, où la Révolution de France ait produit une révolution qui lui ressemblât. On nous dit que la paix verrait arriver de Calais à Douvres des légions de missionnaires. Eh quoi ! n'en

H

avaient-

avaient-ils pas déjà ? Les ministres n'ont-ils pas dit au Parlement et à la Nation que depuis plus de deux ans, des sociétés Jacobines correspondantes avec les clubs de France, avaient travaillé avec un zèle infatigable à propager les principes Français ? Heureusement ces sociétés qui connaissaient la langue et les usages du peuple, ont travaillé sans effort ; car le discours du Roi ne nous donne aujourd'hui aucune de ces alarmes qu'il nous a données pendant deux années consécutives. Il y a donc dans la langue Française quelque chose de bien éduisant, de bien clarifiant, de bien intelligible à des oreilles Anglaises, pour craindre que des émissaires Français réussissent où des propagandistes Anglais ont échoué pendant plus de deux ans ! Je crois que la meilleure description que l'on ait pu faire de ces sociétés destinées à renverser la constitution, nous a été donnée par le tribunal qui a acquitté quelques uns de ces *félons*, suivant l'expression d'un très honorable membre, que je ne relève point puisqu'il a donné une explication à cet égard ; il a été reconnu que ces sociétés ne manquaient que d'hommes, d'argent, et d'armes. Il est possible qu'il y ait ici, comme dans tous pays, des théoriciens, des hommes à projets, qui préfèrent une autre forme de gouvernement, à celle existante ; mais ferait des spéculateurs Français qui, plus habiles que les autres, persuaderont au peuple de se soulever contre les calamités de la paix, lorsque des Anglais n'ont pu les exciter contre les calamités de la guerre.

Un très honorable membre (*Mr. Wyndham*) s'est plaint du défaut de zèle dans ce pays-ci. Certainement nos soldats n'ont pas combattu avec moins de valeur, nos officiers n'ont pas déployé moins de talens que dans les guerres précédentes ; ils ont fait tout ce qui était humainement, en leur pouvoir ; mais on doit se rappeler que le succès d'une campagne dépend du nombre de troupes qu'on met en action. Lorsque je fis ci devant une motion pour la paix dans cette même chambre, je ne m'aperçus d'aucun manque d'ardeur ni pour la guerre, ni même pour réduire au silence tout homme qui avait la hardiesse de s'y opposer. Je m'aperçus au contraire qu'il y en avait beaucoup, et je ne crois pas même qu'il fut possible d'en trouver davantage, à moins que de m'avoir chassé de la Chambre, ou de me déclarer traître à la patrie, suivant la louable coutume d'un autre pays où l'on traite ainsi tous ceux qui s'opposent à la volonté de la majorité. Quelle était alors la cause de ce zèle ? Mépris pour l'ennemi, et confiance dans nos forces. Eh bien, il est naturel que la cause n'existant plus, l'effet ait cessé.

Il en sera toujours ainsi d'un zèle fondé sur de faux principes. Pour-
quoi le zèle des Français n'a-t-il pas été refroidi ? Les ministres ré-
pondront : " Ils forcent à marcher, tout homme qui est en état de
porter les armes, ils mettent en réquisition tout ce qui est nécessaire au
service de l'armée, et c'est ainsi qu'au milieu de la misère et de la mort,
ils font des efforts extraordinaires au moyen du système de terreur."
Je leur répliquerai, qu'à la voix de la nécessité, on doit avoir recours à
de semblables moyens ; que si une armée de Français devait débarquer
dans ce pay-ci, en déclarant qu'elle ne ferait point de paix avec
nous, jusqu'à ce que nous n'eussions renoncé à notre constitution et
accepté une forme de gouvernement à sa fantaisie, tout homme
capable de servir devrait être forcé de le faire, et que tous les sacrifices
individuels devraient être mis en usage pour repousser le péril com-
mun. De tels actes dans de tels cas, loin d'être tyrannie, deviennent
vertus, et j'ai lieu d'être étonné de voir des hommes qui ont de la
justesse dans l'esprit raisonner différemment.

On nous demande encore, nous soumettrions-nous à traiter avec
le gouvernement actuel de France ? Nous soumettre ! et à quoi donc ?
A ce que les Français aient un mauvais gouvernement ? N'y a-t-il pas
plus de cent ans que nous nous y soumettons ? Nous sommes-nous
jamais mal trouvés de nous être soumis à ce que la Perse ait un mau-
vais gouvernement ? Ne nous sommes-nous pas bien soumis à toutes
les injustices, aux cruautés, et aux massacres commis en Pologne ? On
nous demande ensuite, nous soumettrons-nous à proposer la paix ? Et
bon Dieu ! Si toutes les nations étaient si susceptibles sur ce point,
aucune guerre ne finirait donc que par l'extermination totale de l'une
des deux parties, car enfin, il faut qu'il y en ait une qui se soumette
à demander la paix. Tous ces mots de dégradation et de soumission
sont de grandes expressions qui ne signifient rien. Le grand malheur
est que nous ayons dit, que nous ne traiterions jamais avec le gou-
vernement actuel de France. Ecartez cet obstacle, et tous les avan-
tages que nous obtiendrons, seront ensuite de quelque valeur, au lieu
que si vous le laissez subsister, nos succès ne feront que stimuler l'en-
nemi à de nouveaux efforts et à de nouveaux sacrifices ; car il n'est pas
possible de supposer que le gouvernement Français négocie pour sa
propre destruction. Cela ne donne-t-il pas un vernis de justice à la
guerre ? Cela ne produira-t-il pas d'autant plus d'unanimité, que
tout le monde sera convaincu alors que l'on ne fait la guerre que pour
amener

amener un ennemi déraisonnable à des conditions justes et équitables ? Mais, que ne doit-on pas attendre, nous disent les ministres, d'un gouvernement qui change perpétuellement, et où la fin de la puissance est marquée ordinairement par la fin de l'existence ? En ce cas, si les ministres veulent toujours spéculer sur les affaires intérieures de France, pourquoi ne pas essayer un peu de cette spéculation ?

L'état actuel de la guerre est désastreux au delà de toute expression. Si nous avons acquis la Martinique, la Guadeloupe, St. Lucie, la Corse, et une portion de St. Domingue, nos alliés ont perdu tout ce que j'ai déjà dit. Si ces efforts étonnans des Français par terre avaient mis obstacle à leurs opérations par mer, ce serait quelque chose. Mais malheureusement nous voyons déjà que la prédiction faite dans un des discours du roi, que la marine Française avait reçu à Toulon un échec irréparable, a été démentie. En effet, n'est-il pas vrai qu'il est parti de ce port une flotte supérieure en nombre à celle que nous avons dans la Méditerranée ? S'ils n'avaient pas déployé de semblables efforts à Brest, Lord Howe n'aurait pas eu la gloire de battre un ennemi de force supérieure. Mais ce dernier coup n'a pas été plus avantageux que l'autre, car ils viennent de mettre en mer une flotte qu'il est fort douteux que nous puissions chasser de la Manche avec une flotte égale en force. Cette circonstance doit exciter l'attention la plus sérieuse de ceux qui prennent à cœur les intérêts de leur pays. Si la guerre continue, il n'est pas à croire que l'ennemi se relâche de ses efforts maritimes. J'ai une confiance sans bornes dans les talens et le courage de notre marine, mais ces qualités ne peuvent pas toujours balancer la supériorité du nombre, et d'ailleurs notre mise est hors de toute proportion avec le résultat. Si la flotte Française était battue, la défaite serait d'une très petite conséquence pour la France ; l'expérience nous l'a déjà prouvé : mais la défaite de notre flotte ne serait pas moins que la destruction absolue de l'Angleterre. Il est déraisonnable de s'exposer à une chance aussi inégale.

On est convenu néanmoins que lorsque les revers auront vaincu l'obstination, et éteint toute espérance, nous devrions faire la paix, même avec la République Française. C'est alors que tout ce que l'on nous a dit de déshonneur et d'humiliation, serait strictement vrai ; c'est alors que nous devrions nous jeter aux pieds de ceux que nous aurions exaspérés par nos mépris antérieurs, et nous soumettre aux conditions qu'il leur plairait de nous imposer. Pourquoi nous exposer à la possibilité
d'un

d'un tel malheur ? pourquoi ne pas renoncer au projet fatal de détruire le gouvernement Français actuel ? *Si l'on me demande quelles conditions de paix je conseillerais, je répondrais que l'arrangement de ces propositions ne doit regarder que les Ministres, qui seuls possèdent les informations et les renseignemens nécessaires.* Que les ministres proposent donc des conditions appropriées à toutes les circonstances de la force relative des deux parties, des chances de ce qu'il y a à perdre et à gagner d'un et d'autre côté ! et s'ils sont refusés, alors nous serons dans une meilleure situation qu' auparavant, car les deux parties sauront au moins pourquoi elles se battent.

Une autre difficulté qu'on nous fait, provient des Loyalistes. Graces à Dieu ! je suis innocent de tout ce qui pourra arriver à ces malheureux ! J'ai exécré cette guerre dès son origine, et je me suis opposé depuis lors à tous les actes qui pouvaient donner lieu aux émigrés Français de compter sur notre concours dans leurs prétentions sur leur propre pays. On nous a dit ensuite : abandonnerons-nous les Isles des Indes Occidentales ? livrerez-vous ceux qui vous ont aidés à prendre ces isles, à la vengeance de leurs plus implacables ennemis ? qu'ils répondent à ces questions, ceux qui ont sacrifié les émigrés Français à notre solde, dans presque toutes les garnisons que nous avons été obligés de rendre ; ceux qui ont précipité des créatures vivantes dans des situations sans égales, et hors de la protection même des lois de la guerre ? ce sont peut-être là des difficultés pour le ministre ; ce sont peut-être là des raisons qui l'empêcheront de se tirer jamais avec honneur du pas où il est engagé ; mais c'est l'honneur de la nation, et non celui du ministre qui m'occupe.

Le discours de S. M. ne fait aucune mention de nos Alliés. Il y est dit seulement que " Sa. M. ne négligera aucune occasion de concerter les opérations de la campagne prochaine avec celles des Puissances de l'Europe qui seront convaincues ainsi qu'elle de la nécessité de nouveaux et vigoureux efforts." On nous laisse à deviner quelles pourront être ces puissances. Les Hollandais, nous dit-on, négocient, et le Roi de Prusse nous manque. L'Honorable Membre qui a appuyé l'adresse, m'a fait l'honneur d'avouer que j'avais prédit cette conduite de la part de la Prusse ; mais pour balancer cet aveu, il se vante d'avoir prédit de son côté la chute de Robespierre, et beaucoup d'autres choses qui sont arrivées. L'Honorable Membre pourrait aussi bien se vanter d'avoir

prédit qu'il ferait de la pluie en automne, et chaud en été ; je lui cede tout l'honneur de ses prédictions. Quant à moi, je n'ai rien prédit. Je me suis contenté d'observer à la Chambre que d'après la conduite passée du Roi de Prusse, il n'y avait pas de fonds à faire sur les engagements que l'on contracterait avec lui, et l'événement a prouvé que mon raisonnement était bien fondé. Le Ministre lui même ne nous promet aujourd'hui aucune assistance ultérieure de ce Monarque, que le contingent qu'il est obligé de fournir, comme membre de l'Empire. Mais en revanche, on nous dit que l'Empereur va faire une grande augmentation dans ses forces, grace à l'argent qu'on va lui prêter sous notre garantie. Et pourquoi sous notre garantie ? C'est qu'il n'a aucun crédit personnellement. Est-ce donc qu'il n'y a aucun capitaliste en Allemagne ? ou bien, les gens à argent de l'Europe, ont-ils la vue assez courte pour ne pas découvrir tout de suite les avantages et la sûreté d'un emprunt Impérial, et avoir besoin que notre gouvernement les leur indique ? Il est à croire qu'ils voyent bien le profit ; mais ce qui les empêche de donner leur argent, c'est qu'ils savent que l'emprunteur ne mérite pas de confiance. Ainsi cet emprunt est un subside déguisé sous un autre nom.

Voilà donc la situation désespérée à laquelle nous en sommes réduits. Le seul allié dont nous ayions à attendre une assistance réelle, est l'Empereur ; et cela, au prix d'un subside énorme de six millions. Mais l'Empereur, nous dira-t-on, a plus de bonne foi que le Roi de Prusse ! On en disait autant l'an dernier de celui-ci. Quant à moi, je n'ai de confiance dans aucun monarque absolu. Pendant la guerre d'Amérique, le très noble Marquis qui commandait une de nos armées (Cornwallis) exprimait sa surprise de voir le peuple de la Virginie ressembler au peuple de la Caroline. L'an prochain, il arrivera que nous ferons tout étonnés de voir que le Roi de Bohême ressemble à l'Electeur de Brandebourg. Je le demande ici à tout officier qui a fait la dernière campagne sur le Continent, y a-t-il quelque espoir que les armées Anglaise et Autrichienne fassent des opérations combinées avec succès et accord. Elles se haïssent plus l'une et l'autre, qu'elles ne haïssent les Français ; et depuis la bataille de Tournay, où les Autrichiens combattirent toute la journée, suivant les uns ; où, suivant d'autres, ils restèrent toute la journée sans combattre, et où l'ennemi fut repoussé par un détachement de l'armée Anglaise, leurs plaintes et leurs récriminations ont été continuelles.

On

On nous représente les finances de France comme épuisées, en conséquence nous devons combattre, nous dit-on, à qui pourra tenir le plus longtems. Je ne m'étendrai pas sur cette question ; j'observerai seulement que l'année dernière, le discours du Roi nous apprenait déjà que les finances de l'ennemi déclinaient *rapidement*, mais le mot rapidement n'est sans doute qu'un terme relatif, car elles déclinent rapidement encore au bout d'un an ; et elles peuvent encore décliner rapidement pendant dix ans.

La chute de Robespierre ; le relâchement du système de terreur, et conséquemment la diminution de l'énergie de la République, sont encore des objections que l'on fait contre la paix. D'après cette importance que l'on met à la chute de Robespierre, il semblerait que c'est un événement arrivé hier au soir ; mais si je me rappelle bien les dates, Robespierre fut mis à mort le 27 Juillet, et depuis ce tems, il ne paraît pas qu'il y ait eu relâche dans les succès des Français. Je crois même que le système de la modération, loin de diminuer leur énergie, ne fera que donner une nouvelle force à leurs principes généraux d'indépendance et de résistance.

Nous devons compter, nous dit on, aussi bien que par le passé, sur la coopération des partis de l'intérieur. Moi, je vois à contraire, qu'il n'existe plus aucune insurrection à Lyon, Marseille, Toulon, et je crains beaucoup qu'il n'en existe presque plus dans la Vendée. Les Ministres semblent savoir tout ce qui se passe en France, mais rien du tout de ce qui se passe au dehors. Ils n'avaient aucune information sur le départ de la flotte Française, qui est en mer. La dépréciation des assignats est à mes yeux une objection nulle. J'ai été accoutumé il y a longtems, à entendre parler de la dépréciation du papier monnaie en Amérique, non pas à la moitié ni au quart de sa valeur, mais à rien du tout, et cela n'a jamais empêché l'action politique et militaire du peuple. J'ai des renseignemens tous différens de ceux du Chancelier de l'Echiquier au sujet des assignats. Je suis d'accord avec lui sur la ruine du commerce Français, mais non point sur l'état de l'agriculture et de l'industrie en France. J'ai causé avec des Américains, gens fort peu prévenus en faveur des principes Français, qui m'ont dit que jamais, la culture n'avait été ni aussi belle, ni aussi étendue qu'elle l'est en France. Quand on parle du maximum, des réquisitions et de leurs conséquences, on serait tenté de croire que la mi-

sière du peuple serait extrême, & néanmoins j'apprens de toutes parts que les classes les plus pauvres du peuple en France, ont maintenant une plus grande portion de ce qui constitue les aïssances de la vie, qu'elles n'en avaient ci-devant, et même que n'en a la classe pauvre de ce pays-ci. On dira peut-être que ces informateurs sont des menteurs, ou des observateurs inexacts. Il est vrai que tout ce qu'on dit de la France, se trouve dans les pamphlets des émigrés Français; mais on devrait savoir que des personnes qui se sont trompées elles-mêmes, ont intérêt à tromper encore les ministres sur la continuation d'une guerre sans espoir. Pour moi, je ne pose point ma politique sur la connaissance imparfaite que je puis avoir de la situation de la France. Je regarde la situation de l'Angleterre que j'ai le moyen de connaître; je la vois enveloppée dans une guerre qui doit produire une augmentation considérable de taxes, sans aucune compensation, et je crois que le plutôt que nous en sortirons sera le mieux.

La paix, dit-on, ne serait pas sûre : nous ne pourrions pas désarmer, par la raison que les Français ne pourraient pas licencier leurs nombreuses armées, et faire revenir sans danger, dans l'intérieur, tant d'hommes sans domicile et sans emploi fixes. Ainsi, les ministres en sont réduits à ce singulier raisonnement : " Il faut continuer la guerre, parce que les Français ont une armée qu'ils ne peuvent pas entretenir; et nous ne pouvons faire la paix, parce que les Français ont une armée qu'ils ne pourraient licencier." Comme philanthrope, je pourrais bien raisonner à part moi, sur les effets que la paix pourra produire en France, soit sous son ancien gouvernement, soit sous une meilleure forme, mais comme membre du Parlement, et conseil de Sa Majesté, je n'adopterais jamais ces spéculations de cabinet pour principes de ma conduite. On prétend que notre état d'hostilités a déjà produit un changement de système en mieux; mais en comparant les faits avec les dates, nous aurons beaucoup plus de droit de dire que notre système d'hostilités avait produit ce système affreux qui s'est mitigé depuis; que notre invasion en France avait produit Robespierre, et que notre fuite l'a renversé.

En votant pour l'amendement, je désirerais ôter les mots " certains événemens récemment survenus en France, parceque nous ne devons point traiter avec tels ou tels hommes, en raison de leur bon ou mauvais caractère, mais seulement en raison de la puissance qu'ils exercent, seule chose que l'on doive considérer politiquement parlant. Si cependant,

pendant les Membres qui ont proposé et appuyé l'amendement, ont des objections à ce qu'on supprime ces mots, je n'en voterai pas moins avec eux.

Notre acquisition de la Corse, quoique citée dans le discours du Roi, n'a pas été mentionnée une seule fois dans le cours des débats. La manière dont cette acquisition a été faite, est vraiment curieuse. Si cette île était importante ou précieuse à notre ennemi, nous avions fort bien le droit de nous en emparer comme conquête, ainsi que nous l'avons fait des îles des Indes Occidentales, mais ce n'est pas ainsi que nous avons agi. Nous nous en sommes rendus maîtres, précisément de la manière qui a illustré la doctrine du Docteur Price, dans un sermon si combattu dans l'ouvrage intitulé *Réflexions sur la Révolution Française*, dont un très Honorable Membre (*Mr. Wyndham*) a encore recommandé la lecture, après avoir changé lui même d'opinion sur le contenu de ce livre. Nous avons un Roi qui a été jadis Roi de l'Amérique Septentrionale, et maintenant Roi de Corse. Il a été déposé en Amérique, et élu dans l'autre pays. Ainsi la doctrine de créer et de déposer des Rois pour certaines causes, se trouve aujourd'hui non plus la conséquence d'une théorie dangereuse, mais d'une louable pratique. Sir Gilbert Elliot a convoqué les assemblées primaires de Corse. Elles ont nommé des députés qui se sont réunis à diverses autres personnes, et toutes les voix se sont tellement accordées, que selon sa propre relation, l'élection a beaucoup approché d'un suffrage universel. Mais ce n'est pas tout. S. M. avait préalablement résolu de ne pas retirer sa protection aux habitans de la Corse qui l'avaient recherchée, et qui avaient en conséquence fait tous leurs efforts pour se soustraire au joug de la France. Les Ministres ont agi de leur propre aveu, conformément au décret de la Convention Nationale, qui promet protection aux habitans des pays qui voudront se soustraire à la tyrannie des gouvernemens sous lesquels ils vivent; décret de circonstance, qui, depuis deux ans, n'a pas encore été mis à exécution, et qui pourtant a été objecté comme cause suffisante de guerre avec la France. Je ne dirai rien sur la convenance de l'acceptation de la couronne de Corse par S. M., sans avoir préalablement consulté le Parlement; mais je doute qu'une telle démarche contribue jamais beaucoup en dernière analyse à la gloire de ce pays-ci, ni à la restauration de la paix.

Si nous ne devons jamais traiter avec les chefs de la Convention qu'à l'époque où il ne nous restera plus d'autre ressource, quand pour-

rons.

rons-nous compter sur la paix. Je prie le Chancelier de l'Echiquier de vouloir bien faire attention que son honneur et celui de l'Angleterre sont deux choses très distinctes ; et que ce serait attendre beaucoup trop tard que d'attendre que nous fussions à toute extrémité, pour avoir la consolation de citer des vers Latins : *Potuit quod plurima virtus*, &c. Lorsque j'ai proposé autrefois de traiter, je soutenais qu'il était plus honorable de le faire alors, que d'attendre que nous fussions battus et forcés à faire la paix. Maintenant nous sommes bien malades, la nation a reçu de bien profondes blessures, mais l'obstination des Ministres n'est pas vaincue. Peut-être attendent-ils, d'après le principe qu'il serait déshonorant de restituer les îles des Indes Occidentales, peut-être, dis-je, attendent-ils que les Français les aient reprises. Je ne fais pas si telle est leur intention, mais ce que je fais bien, c'est qu'ils en fournissent aux Français une ample occasion.

S'il l'on pouvait conseiller de faire la guerre, examinons un peu la conduite de cette guerre pendant deux campagnes, et que l'on ose dire ensuite qu'il nous reste quelque espoir de succès, sous les auspices de ceux qui ont déjà dirigé les opérations. Lord Chatham s'est retiré, nous a-t-on dit, du bureau de l'Amirauté, couvert de lauriers, pour les savantes dispositions qu'il a fait de nos forces navales, et la protection active qu'il a donnée à notre commerce. Si de pareils éloges sont mérités, alors il y a eu malbonnêteté d'arrêter ainsi Sa Seigneurie au milieu de sa gloire, et injustice à priver la patrie de ses brillans services, dans un crise aussi importante. Mais ces éloges sont faux. Sa retraite est un aveu de sa négligence ou de son incapacité. S'il avait attendu plus long tems, il y aurait eu des pétitions pour son renvoi. On a envoyé aux Indes Occidentales des forces si insuffisantes, qu'il n'a pas fallu moins que les grands talens des officiers qui les commandaient pour prendre les îles Françaises ; mais après qu'elles ont été prises, elles étaient encore plus insuffisantes pour les conserver. C'est de cette manière qu'on a envoyé à Toulon des forces trop petites pour se défendre avec succès, mais trop considérables pour se retirer avec honneur. Notre descente projetée a été différée d'année en année, et n'a servi qu'à diminuer nos forces, là où nous aurions dû en avoir davantage, sans que jamais il ait été question d'exécuter cette invasion. Au total, quand bien même notre cause serait aussi bonne que l'on dit que nos ressources sont inépuisables ; avec autant de faiblesse, un tel défaut

défaut de plan, une telle hésitation, une semblable incapacité dans la direction de nos forces, nous ne devons jamais espérer aucun succès.

L'honorable Membre qui a proposé l'amendement, et ses amis, croient que parceque nous l'appuyons dans son désir d'obtenir une prompte paix, nous abandonnons pour cela toute enquête sur les causes de la guerre, je le prévins que je ne le seconde point à de pareilles conditions. Je n'omettrai jamais de demander un examen de ces causes, & des moyens de prévenir, à l'avenir, de semblables calamités. Cela est dû au peuple. Il ne faut pas même que la jouissance de la paix, lui fasse oublier ses souffrances antérieures en tems de guerre, et qu'il cede encore à une pareille illusion. La guerre actuelle & la guerre d'Amérique sont dues aux partis de la cour, qui hait jusqu'au nom de liberté, et à l'indifférence barbare des ministres pour les souffrances du peuple. Quant à moi, j'éprouve au moins la consolation de penser que j'ai fait tout ce qui était en mon pouvoir pour prévenir la guerre ; et de réfléchir que ceux qui l'ont provoquée sentaient bien dès lors, quoiqu'ils cherchassent à persuader le contraire, qu'ils seraient obligés, avant peu, d'adopter la marche que je recommandais en ce tems là, et que je leur recommande encore aujourd'hui.

M. Dundas, en sa qualité de Secrétaire d'Etat, crut devoir justifier le premier Lord de l'Amirauté des reproches que *M. Fox* venait de lui faire. Il dit que jamais la marine Anglaise n'avait été portée à un aussi haut point, soit du côté des forces, ou de celui du nombre des vaisseaux. Pendant l'Administration du Comte de *Chatham*, l'on avait pris ou détruit 20 vaisseaux de ligne, 20 grandes & petites frégates, et 28 autres bâtimens de guerre ; tandis que la perte nationale se bornait à un vaisseau de ligne, trois frégates, et 16 bâtimens de guerre. La marine Britannique avait triomphé dans toutes les occasions : l'ennemi n'ayant point de commerce, on ne pouvait lui prendre aucun bâtiment ; au contraire, jamais le produit de l'agriculture, de l'industrie, du commerce, et du revenu public, n'avait été plus considérable qu'il ne l'était actuellement, &c.

M. Sheridan répondit quelques mots à *M. Dundas*, au sujet de Lord *Chatham*.

Enfin, à quatre heures du matin la Chambre mit aux voix l'adresse et l'amendement. L'une eut 246 voix pour elle, et l'autre seulement 73 ; majorité en faveur de l'adresse, 173.

Nous terminons ici le récit que nous nous proposons de donner des Débats de cette Session du Parlement Britannique. Outre que les discussions les plus importantes qui y ont déjà et qui pourront y être soumises par la suite, se rapportent, presque en totalité, à celles que l'on vient de voir dans la bouche des Lords Grenville, Mansfield, Lansdowne, et Duc de Bedford, et dans celles de M. M. Pitt, Wyndham, et Fox, nous avons senti que ces débats ne pourraient être d'un très grand intérêt que pour nos lecteurs étrangers. Or, l'événement de la prise de la Hollande survenu depuis le commencement de l'année, détruisant pour ainsi dire toutes nos communications établies avec le Continent, et nos lecteurs Anglais connaissant ces débats, presque aussitôt qu'ils sont finis, notre traduction, nécessairement tardive, devient pour eux sans intérêt.

11 FE 68

TABLE RAISONNÉE

DES

MATIÈRES

CONTENUES DANS CE SECOND VOLUME

DU

TABLEAU DE L'EUROPE.

CE Volume a été publié successivement en NEUF NUMEROS,

Savoir.

SIX NUMEROS, I, II, III, IV, V, et VI, sous le titre de Volume II.

DEUX NUMEROS de *Séances du Parlement Britannique* sous le titre du Volume III. ces séances étant destinées, avec une suite des débats Parlementaires de la Session actuelle; à former partie d'un troisième volume qui n'aura pas lieu.

Et un DERNIER NUMERO, renfermant la conclusion de toutes les parties dont est composé l'ensemble de ce volume.

Ce volume est composé de six parties, ou fragmens historiques, distincts et séparés.

I. Deux Tableaux politiques de l'état de l'Europe en Novembre et Decembre.

II. Les Jugemens du Tribunal Révolutionnaire de Paris, pendant le mois de Septembre.

III. Les séances la Convention Nationale, du commencement de Novembre, finissant par le récit détaillé de la dernière séance du club des Jacobins.

IV.

IV. Un recueil de pièces intéressantes, et officielles, rapports faits à la Convention Nationale, &c.

V. Le récit des massacres commis à Nantes; ou détail de la procédure faite au Tribunal Révolutionnaire de Paris, contre les membres du Comité révolutionnaire de la ville de Nantes.

VI. Le récit des séances du Parlement Britannique, de 1794.

PREMIERE PARTIE

TABLEAU DE L'EUROPE.

AVANT-PROPOS.

Etat de la Colonie de St. Domingue, au 24 août 1794, par M. de Charmilly - - - - - p. 3

I. Evénemens politiques d'Octobre, et du commencement de Novembre.

<i>Prise de Maestricht, Venloo, et Nimegue</i>	-	18
<i>Prise de Coblenz.</i>	-	24
<i>Siege de Mayence, commencé à la fin d'Octobre</i>	-	25
<i>Procédés de la Diète de Ratisbonne, en Octobre</i>	-	27
<i>Défaite et prise du général Polonais, KOSCIUSKO, et prise de Varsovie</i>	-	30
<i>Prise de Rhénfeldt</i>	-	34
<i>Bruits de Paix</i>	-	ib.
<i>Etat de la Convention</i>	-	35
<i>Nouvelles de St. Domingue. Attaque de S. Marc.</i>	-	45
<i>Prise du Vaisseau Anglais l'ALEXANDER de 74</i>	-	42

II. Evénemens politiques de la fin de Novembre

<i>Etat de la Convention.</i>	-	47
<i>Réflexions sur le moderantisme et les modérés</i>	-	54
<i>Anéantissement des Jacobins à Paris</i>	-	63
<i>Déroute de l'armée Espagnole de Catalogne, le 20 Novembre, mort des généraux de la Union et Dugommier</i>	-	66
<i>Emprunt de 24 millions sterling</i>	-	68
<i>Fin de la Révolution Polonoise</i>	-	74

TRIBUNAL

TRIBUNAL REVOLUTIONNAIRE.

Jugemens du tribunal, pendant le mois de Septembre. 7 condamnés et 124 acquittés

1

CONVENTION NATIONALE.

Séance du 1 ^{er} Novembre. Rapport du Comité de législation sur le séquestre des biens des personnes suspectes	3
Séance du 2 Novembre. Affaire de Carrier	8
Rapport des Comités de gouvernement, et décret sur la cessation des poursuites contre les fédéralistes	10
Séance du 3 Novembre. Rapport sur l'hôpital des Invalides	12
Séance du 4 Novembre. Rapport et discussion sur les subsistances, le maximum et les finances	13
Séance du 5 Novembre. Altercations entre les Jacobins et les Modérés	17
Séance du 6 Novembre. Continuation du même sujet. Dénonciations réciproques	25
Séance du 7 Novembre. Rapport sur les excès commis à Dijon, sous le regne de Robespierre	27
Séance du 7 Novembre. Attaque de Tallien par Cambon	31
Séance du 8 Novembre. Nomination des instituteurs des écoles Normales	35
Décret sur les réquisitions	ib.
Décret contre les émigrés	39
Extrait de la dernière séance des Jacobins, du 9 Novembre	41

PIECES INTERESSANTES, RAPPORTS, &c.

RAPPORT de Carnot, sur la Campagne de 1794, prononcé le 26 Septembre.	3
RAPPORT de le Gendre de la Nièvre, sur l'état intérieur de la France, prononcé le 26 Septembre	13
ADRESSE au Peuple Français contre les Jacobins, rédigée par Cambacères, et décrétée le 10 Octobre	21
ACTE D'ACCUSATION, dressé le 14 Octobre, contre les membres du Comité Révolutionnaire de Nantes	24
PROCEDURE de 94 citoyens de Nantes, acquittés par le tribunal Révolutionnaire le 13 Septembre	30
RAPPORT fait par Grégoire, sur la destruction des monumens des arts en diverses parties de la France	52

RAPPORT

RAPPORT sur les arts et sur les artistes en France, prononcé le 28 Septembre, par Chenier - - -	67
(On a omis, par une erreur typographique, les deux pages 71 et 72.)	
RAPPORT sur les encouragemens, à accorder aux arts et aux artistes, par Gregoire - - -	73
DISCOURS sur la morale calculée, prononcé par la Vicomterie	100

MASSACRES commis à Nantes.

Procédure contre les membres du Comité révolutionnaire de Nantes ; leur jugement et celui de CARRIER. - - -	1
--	---

PARLEMENT BRITANNIQUE.

Séance d'ouverture de la session de l'année 1795, faite le 3 Décem- bre, 1794 - - -	1
--	---

